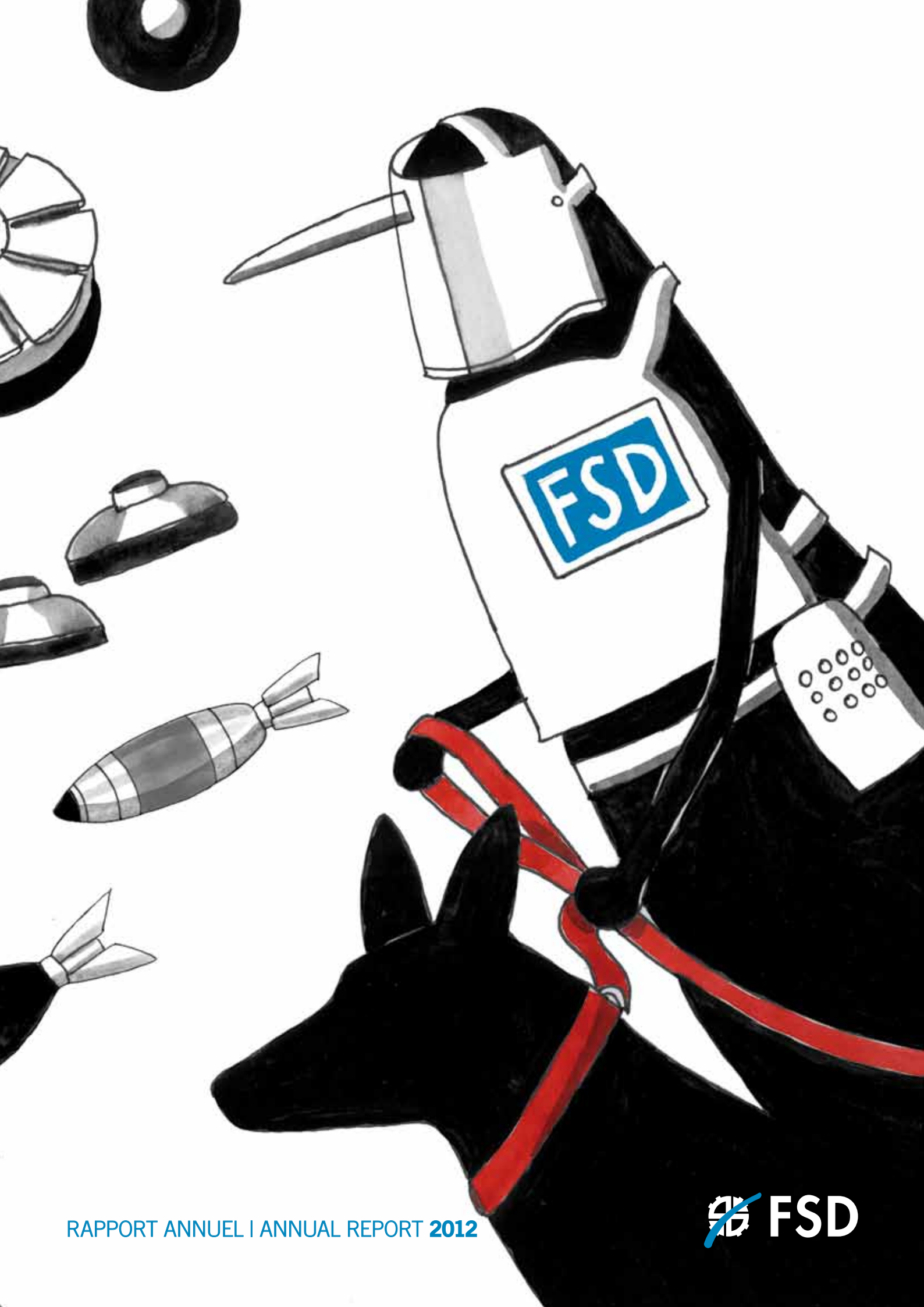




SOMMAIRE | SUMMARY

ÉDITORIAL EDITORIAL	1
LES PROGRAMMES THE PROGRAMMES	2
Afghanistan Afghanistan	
Colombie Colombia	
Liban Lebanon	
Philippines Philippines	
Arménie Armenia	
Sri Lanka Sri Lanka	
Tadjikistan Tajikistan	
Sud-Soudan South Sudan	
Libye Libya	
L'espace humanitaire Humanitarian Space	
RAPPORT DE PERFORMANCE PERFORMANCE REPORT	25
RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE AUDITOR'S REPORT	28
ÉTATS FINANCIERS FINANCIAL STATEMENTS	30
L'ÉQUIPE FSD THE FSD TEAM	38
LA FSD DANS LE MONDE FSD'S OPERATIONS WORLDWIDE	40

IMPRESSUM

ILLUSTRATIONS | ART WORK

Les illustrations de ce rapport ont été réalisées par Haydé Ardalan. Née en 1956 à Cologne et d'origine iranienne, elle est diplômée de l'Ecole d'art visuel de Lausanne, section graphisme. Elle a travaillé pendant dix ans avec le magazine *L'Hebdo* comme illustratrice. Depuis 1997, elle est la créatrice de la collection *Milton* aux éditions de *La Joie de lire*, dont le premier album a gagné le prix «Les plus beaux livres suisses». Dans son atelier à Lausanne, elle crée les affiches du *Petit Théâtre* et collabore régulièrement à des projets de la Municipalité qui concernent l'enfance et la santé publique. Haydé travaille essentiellement dans les domaines de l'illustration et de la peinture en créant des univers peuplés d'animaux parfois imaginaires. hayde@adn-design.ch

TRADUCTIONS | TRANSLATIONS

Yann Leu, leuyann1@gmail.com

MISE EN PAGE | LAYOUT

Pascal Cavin, FSD

IMPRESSION | PRINT

Quintessens, ATAR Roto Presse SA, Genève

NOMBRE D'EXEMPLAIRES | NUMBER OF COPIES

2'000

© FSD, 2013

The illustrations in this report were created by Haydé Ardalan.

She was born in Cologne in an Iranian family. She graduated in an Art school in Lausanne, Switzerland, as a graphic designer. She has been working during ten years for the mazine *L'Hebdo*, as an illustrator. In 1997 she initiated the *Milton* series, published by *La Joie de lire*. The first book won the prize of "the most beautiful books in Switzerland" (Les plus beaux livres suisses). In her art studio in Lausanne, she creates posters for the *Petit Théâtre* and is taking part on a regular basis in projects with the Municipality focusing on childhood and public health. Haydé works mostly on illustrations and paintings, creating a world of imaginary animals.

hayde@adn-design.ch

COORDONNÉES | CONTACT DETAILS

Rue du XXXI-Décembre 36 • CH-1207 Geneva, Switzerland
Phone +41 (0)22 737 20 43 • Fax +41 (0)22 737 20 49
info@fsd.ch • www.fsd.ch

COMPTE POSTAL | POSTAL ACCOUNT

17-503036-5

ÉDITORIAL | EDITORIAL

L'aventure de la Fondation Suisse de Déminage a commencé il y a 16 ans avec les activités de déminage, c'est à dire le nettoyage des champs de mines et la destruction des mines antipersonnel. C'est tout à fait naturellement que la FSD a rapidement étendu son domaine d'activité à tous les types de mines et de restes de guerre non explosés.

Grâce au savoir-faire qu'elle a acquis et à son expérience de la gestion des projets, la FSD a pu s'attaquer avec succès à tous les dangers liés aux explosifs, que ce soit dans le sol ou sur le sol comme pour les sous-munitions, dans le domaine du nettoyage des champs de bataille, de gestion des stocks d'armes et de munitions et de leur éventuelle destruction.

Aujourd'hui notre action de déminage va donc bien au-delà de la seule détection et destruction de mines antipersonnel.

Nous avons aussi voulu mettre la grande expérience et le savoir-faire technique que nous avons acquis depuis nos débuts, tant à la centrale de Genève, que sur le terrain ou au centre de gestion financière et de comptabilité de Manille, au service de nouveaux projets ou de tâches dans des domaines apparentés. Ainsi à l'heure actuelle nous travaillons sur un projet de décontamination d'une mine d'uranium abandonnée.

L'année 2012 a été une bonne année. Nos projets ont fonctionné à plein régime et nous avons pu lancer de nouvelles activités. Nous sommes très reconnaissants de ne pas avoir eu à déplorer d'accident majeur. Ce succès, nous le devons à tous nos courageux et dévoués démineurs sur le terrain, à nos fidèles collaborateurs à Genève et Manille sans oublier, bien sûr, nos partenaires qui ont soutenu financièrement nos projets et nous ont fait bénéficier de leurs bons conseils.

Qu'ils en soient tous remerciés !

The adventure of the Swiss Foundation on Mine Action (FSD) started 16 years ago with demining activities and the destruction of antipersonnel mines. It is only natural that the FSD very quickly broadened the range of its activities to encompass all types of mines and unexploded ordnances of war.

Thanks to the know-how it acquired and to its experience in project management, FSD was able to successfully embark on new projects dealing with all types of explosives, be it in or on the ground like cluster munitions, battle-field clearance, ammunitions stockpile management and destruction of stocks.

Today our demining activities go far beyond the mere removal and destruction of antipersonnel mines.

We were anxious to use for new projects or related tasks the wealth of experience and the technical know-how we have acquired in Geneva as well as on the field and in our Manila centre for financial management and accountancy. So we are now embarking on a project of decontamination of an abandoned uranium mine.

2012 was a good year. Our projects ran at full speed and we were able to launch a series of new activities. We are very grateful we had no major accident. We owe it to our brave and dedicated deminers on the field, to our faithful team in Geneva and Manila and last not least to our partners who have given us financial support as well as excellent advice.

May they all be thanked!



Jürg STREULI
Président, President

AFGHANISTAN | AFGHANISTAN

En 2012, la FSD a poursuivi son programme au Darwaz, à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, dans le nord de la région de Badakhshan, menant des opérations d'enquête et de déminage, avec deux équipes polyvalentes de déminage manuel et un élément d'enquête non technique. Le soutien à la clinique de Nusai a continué jusqu'à fin septembre avec l'approvisionnement de la clinique en médicaments et la mise à disposition de personnel.

Les deux équipes de déminage polyvalentes et deux équipes d'enquête ont été déployées dans les districts de Nusai et Maymay le 22 avril 2012, après un hiver long et rigoureux. Les équipes ont mené des activités de démi-

In 2012 FSD continued its Afghanistan programme in the Darwaz region along the Tajik/Afghan border in the Northern part of Badakhshan Province, conducting survey operations, land release and demining activities with two multi-purpose manual demining teams and a non-technical survey component. Support for the medical facility in the town of Nusai continued to the end of September with the provision of medicines equipment and staff to the clinic.

The two multi-task demining teams and two survey teams were deployed for operations in the Nusai and Maymay districts on April 22, 2012 after an extended and harsh winter. The teams conducted clearance activities on three



nage sur trois champs de mines: l'un à proximité du village de Jamarj-i-Payan, un ancien poste d'observation militaire russe et deux autres vastes champs de mines le long de la rivière Panj, qui forme la frontière entre l'Afghanistan et le Tadjikistan, à Jamarj-i-Balawas. Ce dernier était miné par des mines antipersonnel PFM-1, larguées par les russes pour prévenir les embuscades contre leurs convois sur la principale route du Tadjikistan.

Depuis son arrivée dans la région et le début des opérations, les équipes de la FSD ont découvert un réseau de postes de combat russes et de postes d'observation à proximité de villages s'étendant sur toute la région, où des mines défensives ont été déposées ou larguées par avion ou hélicoptère et sont donc éparpillées à la surface. La contamination dans les cinq districts de Darwaz est constituée de mines anti-char (POM Z, PMN, PMN2 et PFM1, larguées par avion ou hélicoptère), de sous-munitions (AO 2.5 PT, bombes à fragmentation russes) et de munitions non explosées de différents types, des munitions d'artillerie aux munitions d'armes légères (SAA).

Malgré que des rapports antérieurs, en 2007, indiquaient que les zones suspectes à Darwaz, sont parfois inaccessibles, la FSD a beaucoup progressé entre 2011 et août 2012, en identifiant 38 nouvelles zones à risque de 3'132'454 m² ne figurant pas encore dans la banque de données du centre afghan de coordination des opérations de déminage (MACCA). De nouvelles informations et des demandes écrites de constat et de déminage de zones à risque suspectées parviennent chaque semaine au bureau de la FSD. Ces demandes proviennent des cinq districts (Nusai, Shaki, MayMai, Khawahan et Kofab). Alors qu'elles s'étaient autrefois opposées à la présence de toute ONG étrangère et de personnel, certaines communautés à Darwaz continuent d'accueillir la FSD et le bouche-à-oreille au sujet des activités de déminage et d'enquête a fonctionné.

Les succès et les progrès de la FSD ont continué à encourager d'autres organisations à mettre en place des projets de développement dans la région. Parmi ces organisations, on trouve Mission East, avec un projet transfrontalier d'accès à l'eau, ainsi que GiZ, avec un projet d'infrastructure routière et des transports.

L'approvisionnement continu en médicaments, en équipement et en personnel (un radiologue, un biochimiste et un gastro-entérologue) de la clinique dirigée par le ministère afghan de la santé, à Nusai, soutenu le service de santé Agha Khan Afghanistan (AKHSA) a permis à l'établissement de soigner 30% de patients en plus. Cet approvisionnement indispensable se poursuivra afin d'améliorer les capacités de la clinique à s'occuper de la population locale, au sein de laquelle le taux de mortalité infantile est élevé et de nombreux décès imputables au manque de moyens.

minefields: one minefield next to the Jamarj-i-Payan village which was previously a Russian military observation position and two large minefields which are situated on the Panj river, which is the border between Afghanistan and Tajikistan, in Jamarj-i-Balawas. The latter was mined with airdropped PFM-1 anti personal mines (AP's) by the Russians in order to prevent enemy ambushes on their convoys on the main road in Tajikistan.

Since arriving in the area and starting operations, FSD's teams have found a pattern of Russian fighting positions and observation posts close to villages throughout the area, where defensive mines have been laid or air dropped (scattered on the surface) by helicopters or airplanes. The contamination in all five districts in Darwaz consists of AP mines (POM Z, PMN, PMN2 and PFM1 – airdropped mines), sub-munitions (AO 2.5 PT – Russian cluster bombs) and UXO of various makes from artillery ammunition to small arms ammunition (SAA).

Although reports from earlier surveys in 2007 indicated that suspect areas in Darwaz are at times inaccessible, FSD continued to make good progress between 2011 and 2012 by positively identifying 38 hazardous areas of 3'132'454 m² which had not been previously recorded on the Mine Action Coordination Centre Afghanistan (MACCA) IMSMA database. More information and written requests to assess and clear suspected hazardous areas are reaching the FSD office regularly. These requests have been received from all five of the districts (Nusai, Shaki, MayMai, Khawahan and Kofab). Communities in Darwaz who were once opposed to the presence of any foreign NGO and staff continue to welcome FSD in their communities as word spreads about FSD's demining and survey activities.

FSD's progress and success in the Darwaz region continue to lead to other organizations implementing development projects in the area, which include Mission East with a cross border water supply project and GiZ with a road and transport infrastructure project.

The continued provision of much needed medicines, equipment and staff (radiologist, biochemist and gastroenterologist) to the Afghan Ministry of Health-run clinic in Nusai supported by the Aga Khan Health Service Afghanistan (AKHSA) enabled the facility to reach at least 30% more patients. This vital supply continued to augment the clinic's ability to serve the local population who suffer a high rate of infant mortality and an unnecessary death toll due to poor facilities.

Personnel expatrié International Staff:	2	PRINCIPAUX DONATEURS: Département d'Etat des USA, Allemagne (Fondation Patrip) MAIN DONORS: US State Department, Germany (Patrip Foundation)
Personnel national National Staff:	24	
Mines détruites Destroyed mines:	2'281	
ERW détruits Destroyed ERW:	16	
Surface réhabilitée Released land:	115'409 m ²	
Dépenses Expenditures:	CHF 1'061'936	



COLOMBIE | COLOMBIA

La République de Colombie est affectée par des mines terrestres et des restes explosifs de guerre (REG) à la suite de 46 ans de conflit armé interne. Si l'ampleur de la contamination par les mines et les munitions non explosées n'est pas connue, des incidents impliquant des mines terrestres ou des engins explosifs improvisés ont été signalés dans 31 des 32 départements. Au cours de la dernière décennie, pas moins de 8 000 civils colombiens ont été tués ou mutilés par des mines, sans compter les insurgés tués ou blessés par des explosions dans la jungle et autres zones de combat reculées. Les mines sont aussi utilisées par les cartels de la drogue pour protéger les champs de coca et les laboratoires, créant des obstacles mortels aux efforts du gouvernement pour éradiquer les plantations illégales et les installations de transformation. Derrière l'Afghanistan et le Cambodge, la Colombie vient aujourd'hui au troisième rang des pays du monde comptant par année le plus grand nombre d'habitants tués ou blessés par des mines. Dans tout le pays, le danger considérable provoqué par les mines aggrave les effets du conflit et a un effet dévastateur sur le repeuplement des établissements humains et sur la reprise économique. Ainsi, c'est en soutenant les opérations de déminage en Colombie que la communauté internationale peut contribuer de manière significative à l'amélioration de la sécurité et au redressement socioéconomique.

Sans attendre la fin des hostilités, la Colombie entend commencer à éliminer les mines et autres restes explosifs de guerre. A cet effet, une législation a été préparée qui, pour la première fois, permet à des organisations civiles nationales et internationales de mettre leur savoir-faire au service du déminage des vastes régions du pays.

Le déminage en Colombie est soumis à un appareil juridique très régulé, basé sur des lois passées par le Congrès, des avis émis par le procureur général et des décisions prises par la Cour constitutionnelle. Le cadre légal a été établi dans le contexte sécuritaire de la Colombie et avec l'influence de diverses institutions et acteurs.

En janvier 2012, dans un retournement de situation inattendu, le bureau du procureur général a émis un avis juridique affirmant de manière surprenante que le déminage humanitaire en Colombie représentait une violation du droit humanitaire international, puisque le déminage mettait les démineurs en danger.

Lors d'une réunion de «National Intersectoral Commission on Antipersonnel Mine Action (CINAMAP)», après quatre mois de discussions avec PAICMA, le ministère de la Défense et le bureau du procureur général, le PAICMA a annoncé que le procureur général émettrait une nouvelle directive sur le déminage par des ONG. Cette directive insistait sur la prudence lors des opérations de déminage dans des zones dangereuses et a recommandé que l'armée augmente ses capacités de déminage et qu'elle adopte les mêmes standards nationaux pour le déminage

The Republic of Colombia is affected by landmines and explosive remnants of war as a result of 46 years of internal armed conflict. If the full extent of the mine and unexploded ordnances contamination is not known, incidents involving land mines or improvised explosive devices have been reported in 31 of the 32 departments. In the last decade, no less than 8'000 Colombians have been killed or mutilated by mines, without counting insurgents killed and wounded by explosions in the jungle and other remote battle areas. Mines are also used by the narcotics cartels to protect coca fields and laboratories, creating deadly barriers in opposition to government efforts to eradicate illegal plantations and processing plants. Colombia therefore ranks third today, after Afghanistan and Cambodia, on the list of countries with the highest number of annual mine casualties worldwide. This considerable threat from landmines all over the country currently deepens the legacy of the conflict even further and has a devastating effect on the capacity to regenerate human settlement and economic activity. Therefore, mine action is one area where the international community can contribute significantly to Colombia's new human security and socio-economic recovery.

Colombia wants, without waiting until the end of armed hostilities, to start removing mines and other explosive remnants of war in order. With this purpose, legislation has been prepared which, for the first time, allows national and international civilian organizations to contribute their expertise to the challenge of clearing vast areas of the country.

Mine action in Colombia is a heavily regulated framework based on laws passed by Congress, opinions issued by the Attorney General, and decisions of the Constitutional Court. The legal framework was established within the security context of Colombia and with input from various institutions and stakeholders.

In January 2012, in an unexpected development, the Office of the Attorney General issued a legal opinion surprisingly claiming that humanitarian demining in Colombia was a violation of international humanitarian law, as it would put deminers in danger.

At a meeting of National Intersectoral Commission on Antipersonnel Mine Action (CINAMAP) after five months of discussion among PAICMA, the Ministry of Defense, and the Office of the Attorney General, PAICMA announced the Attorney General would issue a new directive on NGO demining. The new directive urged caution in tasking clearance in dangerous areas and recommended that the army both increase its humanitarian demining capacity and adopt the same national standards for humanitarian demining as apply to NGOs. The directive also allowed NGO demining to proceed.

FSD was therefore unable to implement mine action in Colombia, but like other operators, had to concentrate on



humanitaire, comme les ONG. La directive donnait aussi la permission au déminage humanitaire de se mettre au travail.

La FSD n'a donc pas été en mesure de mettre en place ses activités de déminage en Colombie, mais, comme d'autres opérateurs, a dû concentrer ses efforts pour mettre au point les aspects formels nécessaires pour l'accréditation. Espérons que ces obstacles légaux et formels finissent par trouver une solution.

finalizing formal aspects for the accreditation. Let's hope that all those legal and formal obstacles will eventually be solved.

Personnel national National Staff:	3
Dépenses Expenditures:	CHF 306'834

PRINCIPAL DONATEUR: Allemagne
MAIN DONOR: Germany

LIBAN | LEBANON

Au Liban, le problème des terres contaminées ainsi que la présence de munitions non explosées et de mines remonte aux différents conflits qui se sont déroulés partout dans le pays.

Durant le conflit le plus récent, en juillet 2006, avec Israël, les forces de défense israéliennes ont déployé un grand nombre de sous-munitions en plus des munitions conventionnelles. L'utilisation de ces sous-munitions en plus de munitions non explosées date de conflits internes et entre Etats antérieurs.

Bien que le Liban soit le seul Etat au Moyen-Orient à avoir signé et ratifié la Convention sur les Sous-munitions (ratifiée le 5 novembre 2010) et malgré le fait que les activités de déminage se poursuivent depuis 2006, le Liban reste l'un des pays les plus affectés par les sous-munitions au monde. La menace représentée par les sous-munitions et leur impact socioéconomique sont des facteurs dont dépendent la reconstruction et le développement du Sud-Liban.

Nonobstant ces difficultés, le soutien international au Sud-Liban a été drastiquement réduit début 2009.

Le centre libanais de déminage (LMAC), à travers son «Future Plan» de 2010, a avancé le chiffre de 53 millions m² contaminés par des mines et des MNE. On estime la surface encore contaminée par des sous-munitions à 28 millions m². Parmi les zones qui restent à déminer, plusieurs sont hautement ou moyennement prioritaires, ce qui signifie que ces zones sont d'une importance vitale pour l'économie et le développement du Sud-Liban.

La FSD a poursuivi son effort de déminage. Grâce au soutien de la Coopération Suisse au Développement (SDC), du Département d'Etat des Etats-Unis (PM/WRA) et de l'ITF (International Trust fund), la FSD a pu maintenir la présence de 4 équipes après que l'unité financée par la Commission Européenne (mai 2012).

En étroite collaboration avec le LMAC et en agrandissant l'unité initiale, la FSD a été en mesure de déminer 338'177m², au bénéfice de la population locale.

The problem of contaminated land and the presence of unexploded ordnances and mines in Lebanon originates in different conflicts which took place all over the country. During the latest conflict in July 2006 with neighbouring Israel, the Israeli Defence Force (IDF) deployed numerous cluster bombs in addition to conventional munitions. This use of cluster munitions increased the already significant legacy of unexploded ordnances from previous internal and intrastate conflicts.

Despite Lebanon being the only state in the Middle East having signed and ratified the Convention on Cluster Munition (ratified on November 5, 2010) and the fact that clearance activities have been ongoing since 2006, Lebanon remains one of the most cluster munition affected countries in the world. The threat posed by cluster munitions and the resulting socioeconomic impact of these weapon remains are key factors affecting the recovery and development of South Lebanon.

Notwithstanding these difficulties, international funding for cluster munition clearance in South Lebanon was drastically reduced at the beginning of 2009.

The Lebanon Mine Action Centre (LMAC) "Future Plan" of 2010 suggested that 53 million m² of land are still contaminated with mines and UXO. Based on this figure, it is estimated that 28 million m² are contaminated by cluster munitions. Of the remaining areas still to be cleared, many are either of high or medium priority, which means these areas are of vital importance for the economy and development of South Lebanon.

FSD has continued its effort in releasing land. Thanks to the support from the Swiss Development Cooperation (SDC), the US Department of State (PM/WRA) and the ITF (International Trust fund), FSD could maintain the presence of four teams after the end of the European Commission funded capacity (May 2012).

Maintaining a close cooperation with the LMAC and enlarging the initial capacity FSD was able to release 338'177m² for the local population.

Personnel expatrié International Staff:	3	PRINCIPAUX DONATEURS: Département d'Etat des USA, Suisse (DDC), Union Européenne (à travers FSD France), International Trust Fund MAIN DONORS: US State Department, Switzerland (SDC), European Union (through FSD France), International Trust Fund
Personnel national National Staff:	29	
Sous-munitions Submunitions:	301	
ERW détruits Destroyed ERW:	187	
Surface réhabilitée Released land:	338'177 m ²	
Dépenses Expenditures:	CHF 930'871	

PHILIPPINES | PHILIPPINES

Personnel expatrié International Staff:	2	PRINCIPAL DONATEUR: Union Européenne (à
Personnel national National Staff:	19	travers FSD France)
Dépenses Expenditures:	CHF 73'913	MAIN DONOR: European Union (through FSD France)

En octobre 2012, la FSD France a signé un contrat avec la Commission Européenne, à Manille, afin de soutenir le démarrage des activités à Mindanao.

A la suite de la signature d'un accord dans le cadre de la paix (Peace Framework Agreement) en octobre 2012, qui était destiné à mettre un terme à plus de 40 ans de conflit sur l'île, la FSD travaille maintenant directement avec son partenaire national, le PCBL (campagne philippine pour l'éradication des mines), le gouvernement des Philippines et le front de libération islamique Moro (MILF), afin de réduire la menace posée par les mines et munitions non explosées dans les zones touchées par les conflits.

Le projet donne l'occasion aux partenaires de travailler sur l'accord signé au préalable, intitulé «Guidelines for the Implementation of the Philippine Campaign to Ban Landmines», conclu le 5 mai 2010 en Malaisie.

Le projet a pour vocation d'identifier et de répertorier les zones à risque dans les municipalités de Maguindanao, Cotabato, Lanao del Norte et Lanao del Sur, sur l'île de Mindanao. Si 15% de ces zones s'avèrent présenter un risque, le projet s'attachera à libérer 67'594 hectares de terres pour améliorer les conditions de subsistance des habitants, au bénéfice direct de plus de 100'000 personnes. En plus d'améliorer les conditions économiques, le projet libérera la population locale de la crainte d'être blessé ou tué par des restes explosifs de guerre. Aux Philippines, depuis 1999, 496 accidents ont été recensés qui ont été causés par des mines, des restes explosifs de guerre ou des explosifs improvisés. En 2011, on a compté 34 cas, dont 14 enfants.

L'aspect unique de cette intervention, qui est le seul projet de déminage accepté par toutes les parties, repose sur le fait que l'objectif final de sécurité améliorée et de terres libres de mines sera le résultat des négociations et du dialogue entre les anciens combattants, dans l'intérêt commun de la population affectée.

Fin 2012, la FSD France avait mis en place les bureaux permanents du projet à Cotabato City, à Mindanao et avait recruté 9 officiers de liaison avec les communautés, qui débiteront le travail vital d'enquête non technique en 2013.

In October 2012 FSD France signed the action contract with the European Commission in Manila in support of the start up of activities in Mindanao.

Following the signature of the Peace Framework Agreement in October 2012, which was intended to eventually put an end to over 40 years of conflict on the island, FSD is now working directly with its national partner, the Philippine Campaign to Ban Landmines (PCBL), the Government of the Philippines (GPH) and the Moro Islamic Liberation Front (MILF) to reduce the threat from Landmines and Unexploded Ordnances (UXO) in conflict-affected areas.

The action is finally giving the partners the chance to work on the formerly signed agreement entitled "Guidelines for the Implementation of the Philippine Campaign to Ban Landmines" signed on May 5, 2010 in Malaysia.

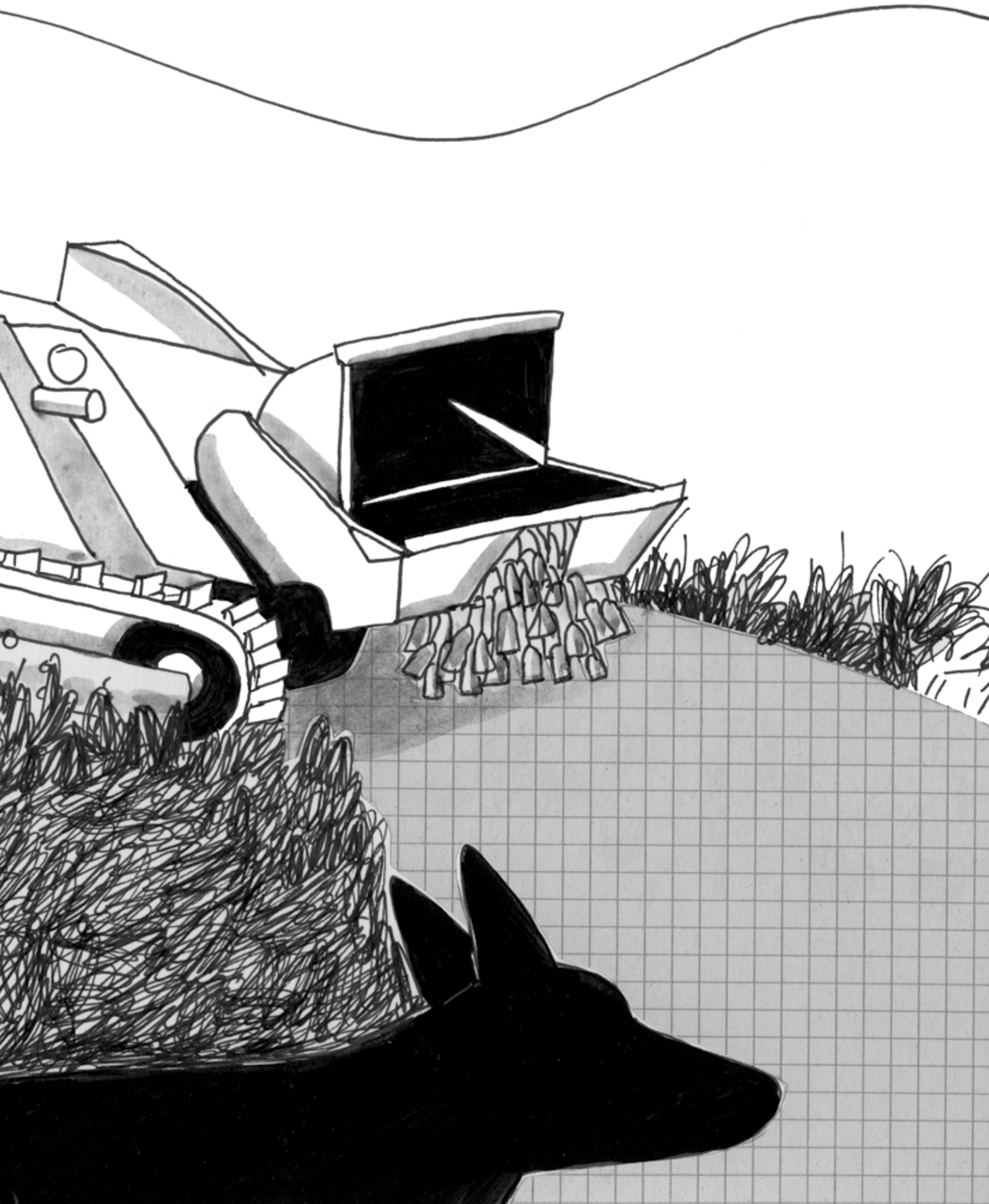
The project will identify and map suspected hazardous areas in two municipalities in Maguindanao, Cotabato, Lanao del Norte, and Lanao del Sur on the island of Mindanao in the conflict-affected southern Philippines. If 15 % of these affected municipalities are found to be suspected hazardous areas, the project will potentially release 67'594 hectares of land for increased livelihood activities, supporting over 100'000 direct beneficiaries.

Besides increased economic opportunities, the project will free the beneficiaries from the fear of being killed or injured by these unfortunate remnants of war. In the Philippines, 496 casualties have been identified from Landmines, Explosive Remnants of War, or Improvised Explosive Devices since 1999, with 34 casualties for 2011 including 14 children.

The uniqueness of this intervention, which is the only demining related project agreed upon by the Parties, lays on the fact that the final objective of increased security and land release will be the output of the negotiation and dialogue amongst previously fighting groups, in the common interest of the affected population.

By the end of 2012 FSD France had set up the permanent project office in Cotabato City in Mindanao and had recruited the team of 9 Community Liaison Officers who will begin the vital non technical survey work in 2013.





ARMENIE | ARMENIA

L'Arménie est un pays affecté par les mines, principalement en raison du conflit qui l'a opposé à l'Azerbaïdjan entre 1988 et 1994. En 2005, une enquête menée dans la campagne a identifié 60 communautés subissant l'impact de 102 zones à risque. Ces zones étaient situées dans 5 districts le long de la frontière avec l'Azerbaïdjan. L'enquête a estimé qu'environ 300 hectares étaient contaminés par des mines et des restes explosifs de guerre, mais ce chiffre sera sûrement revu à la baisse après les enquêtes techniques et non techniques supplémentaires. En février 2012, afin de préparer la deuxième phase de l'enquête et de coordonner les activités liées au déminage à travers le pays, le gouvernement arménien a changé le statut légal du centre de déminage humanitaire et d'expertise (Centre for Humanitarian Demining and Expertise – CHDE), d'une entité gouvernementale au sein du Ministère de la Défense en une organisation étatique à but non lucratif.

Ce changement de statut donne au centre la flexibilité nécessaire pour s'engager dans les programmes internationaux, au nom du Ministère de la Défense. Grâce à son nouveau statut, le centre peut mener des négociations avec les organisations internationales de déminage humanitaire, recevoir des fonds internationaux, conclure des contrats et bénéficier d'assistance de manière autonome, sans devoir passer par de longs processus gouvernementaux.

Après des négociations de deux ans avec les donateurs et les autorités arméniennes, la FSD a finalement pu lancer les opérations en Arménie en septembre 2012. Le but du projet, financé par le Département d'Etat des Etats-Unis, consiste à mener une enquête non technique afin de confirmer l'étendue du problème de contamination. A commencer par l'enquête sur l'impact des mines en 2005, la FSD s'est vu confier la tâche de confirmer les zones à risque identifiées et de les classer par ordre de priorité, pour une future intervention d'enquête technique et de déminage. La FSD a formé deux équipes d'opérateurs d'âge et d'expérience variables, afin de créer un groupe dynamique à même de faire des séjours prolongés dans les zones affectées, situées dans des lieux très isolés. Malgré la rudesse de l'hiver, les équipes ont continué de mener leur enquête, village par village, s'appuyant sur des questionnaires et des méthodes de recueil d'information élaborés et perfectionnés dans d'autres pays où opère la FSD, comme le Sri Lanka. A cette fin, un expert venu du Sri Lanka a été mandaté pour former ses collègues arméniens dans le cadre d'un cours pratique.

Depuis ses premières visites destinées à préparer le projet, la FSD a reçu l'entier soutien des autorités nationales en général et du CHDE et du Ministère de la Défense en particulier, qui ont été de précieux alliés pour la mise en place et le démarrage des interventions.

Les données collectées pendant l'enquête non technique ont été validées par le CHDE et permettront, une fois l'en-

Armenia is affected by mines, primarily as a result of the conflict with Azerbaijan from 1988 to 1994. In 2005 a country wide landmine impact survey identified 60 communities impacted by a total of 102 suspected hazardous areas. The areas were situated in five different districts bordering Azerbaijan. The landmine impact survey estimated that some 300 hectares were potentially contaminated by mines and explosive remnants of war, but this total is likely to be significantly reduced by subsequent non-technical and technical survey.

In order to prepare a second phase of the survey and to coordinate any mine action activities effectively in the country, the government of Armenia has changed in February 2012 the legal status of the Centre for Humanitarian Demining and Expertise (CHDE), from a governmental entity within the Ministry of Defense to a state non-profit organization.

This new status provides the Center the flexibility to engage with international programs themselves, on behalf of the government and the Ministry of Defense. Under its new status the Centre can conduct negotiations with international humanitarian demining organizations, accept international funding, sign contracts, and receive assistance quite autonomously and without having to engage into long, time-consuming governmental processes. After a two year long negotiation with donors and Armenian authorities, FSD could finally start operating in Armenia in September 2012. The aim of the project, supported by the US Department of State, is to conduct a non-technical survey in order to confirm the extent of the contamination problem. Starting from the landmine impact survey conducted in 2005, FSD is being tasked to confirm the identified hazardous areas and to prioritize them for future technical survey and clearance intervention. FSD trained two teams of operators of different age and experience in order to create a dynamic group which would spend extended periods in the affected areas in very remote locations. Despite the severe winter, the teams continued conducting the survey, village by village, using questionnaires and inquiry methodologies developed and consolidated in other countries of FSD operation, such as Sri Lanka. To achieve this, a specialist from the FSD Sri Lanka programme was brought in to train his Armenian colleagues during a five weeks practical course.

Since the initial visits to prepare the project FSD has received full support from the national authorities in general, the CHDE and the Ministry of Defense in particular, who have been valuable allies in the process of setting up and starting the intervention.

The data collected during the non-technical survey have been validated by the CHDE and will help, once finished during 2013, to define the strategy and the priorities for the country. The clearance of high priority areas will then be defined based on the final national survey.

quête terminée en 2013, de définir la stratégie et les priorités pour le pays. Le déminage des zones prioritaires sera ensuite défini en fonction de l'enquête finale à l'échelle nationale.

Personnel expatrié International Staff:	1
Personnel national National Staff:	10
Dépenses Expenditures:	CHF 168'896

PRINCIPAL DONATEUR: Département d'Etat des USA
MAIN DONOR: US State Department





SRI LANKA | SRI LANKA

En 2012, la FSD a accompli les premiers pas de la dernière phase de ses opérations au Sri Lanka.

Le soutien pour les opérations a été accordé par les gouvernements du Japon, des Etats-Unis, de Suisse et de ECHO, dont le but était d'assurer la réintégration des personnes déplacées durant les conflits, dans les régions de Mullativu et de Puthukkudiyiruppu.

La mécanisation des opérations a été la pierre angulaire du projet de la FSD, avec quatre machines MV-4 et deux JCB blindés travaillant dans les secteurs concernés. Les enquêtes non techniques et des techniques de reconnaissance par zones ont permis de déminer de grandes surfaces et, pour les équipes de déminage manuel, d'accéder rapidement aux champs de mines. Les équipes de déminage des puits ont poursuivi leurs activités, retirant les munitions non explosées des puits, laissés là, en majorité, par des officiers du LTTE ayant battu en retraite. Un autre aspect de cette action consiste à retirer d'autres débris de ces puits, restituant ainsi aux habitants une eau de source propre.

Les moyens nationaux ne suffisant de loin pas pour déminer les zones de haute contamination prioritaires, la FSD a continué à employer des équipes de liaison avec les communautés, afin d'offrir une protection aux personnes revenant dans leurs villages pour y trouver souvent des zones encore contaminées par des mines. Ces équipes leur ont prodigué des cours d'éducation aux risques liés aux mines et fourni des informations quant à la contamination résiduelle et ont collecté des renseignements sur les zones à répertorier et à déminer en priorité. Le dessin animé d'éducation aux risques liés aux mines a continué à être diffusé aux écoliers, afin de les aider à comprendre les enjeux dans leurs communautés et un concours inter-écoles a été organisé sur le sujet des risques liés aux mines, dans les districts de Mannar et Vavuniya et le message a été renforcé grâce à un programme intitulé «Stay Safe: Bright Future». Malgré les niveaux de contamination élevés et le mouvement de la population déplacée, les accidents civils dans les zones d'opération de la FSD ont été bien en-dessous des moyennes nationales, grâce au travail des équipes de liaison avec les communautés.

La FSD a continué de représenter le secteur du déminage, dans le cadre du groupe de travail sur les personnes déplacées et de la rencontre inter-secteurs des Nations Unies, travaillant avec plusieurs donateurs afin de produire des vidéos et des supports média faisant la promotion du déminage et du travail de la FSD et de ses partenaires clés.

2012 showed the initial steps of the last phase of operations for FSD in Sri Lanka.

Support for operations came from the governments of Japan, United States, Switzerland and ECHO, aiming to complete the resettlement and recovery of internally displaced persons in the areas of Mullativu and Puthukkudiyiruppu. Mechanical assets again were the cornerstone of the FSD programme with four MV-4 machines and two armoured JCBs across the areas of operations. Non technical survey and area verification techniques were used to rapidly release large areas of land and allow the manual demining teams to quickly access the mine lines. Well clearance teams continued to remove unexploded ordnances from wells, predominantly left by retreating LTTE cadres – a by-product of this action is the removal of other detritus from the wells and thereby returning a revived clean water source to the communities.

With national capacity well below that needed to quickly clear the areas of high priority contamination, FSD continued to employ Community Liaison teams to provide protection to the returning who often returned to their villages to find minefields still needing to be cleared in the surrounding area. These teams provided emergency mine risk education and information to returnees on the remaining local contamination and they gained feedback on local priorities for the location and the clearance of unexploded ordnances threats in the community. The FSD mine risk education cartoon continued to help school children understand the challenges in their communities and an inter-school mine risk education competition was held in Mannar and Vavuniya Districts to reinforce the messages under a programme entitled "Stay Safe: Bright Future". Despite the high levels of contamination and movement of internally displaced persons, civilian accidents in FSD areas of operations were well below national averages, thanks to the work of the community liaison teams.

FSD continued to represent the mine action sector at the internally displaced persons protection working group and UN inter sector meeting, working with several donors to produce videos and media items that promote mine action and the work of FSD and key supporters.

Personnel expatrié International Staff:	2	PRINCIPAUX DONATEURS: Japon, Département d'Etat des USA, DG ECHO, Suisse (DDC) MAIN DONORS: Japan, US State Department, DG ECHO, Switzerland (SDC)
Personnel national National Staff:	168	
Mines détruites Destroyed mines:	18'557	
ERW détruits Destroyed ERW:	94'276	
Surface réhabilitée Released land:	42'159'597 m ²	
Dépenses Expenditures:	CHF 3'667'675	

TADJIKISTAN | TAJIKISTAN

Libération des terres/projet de déminage

La FSD a poursuivi, avec succès, ses activités continues de développement des capacités locales ainsi que ses opérations de libération des terres / déminage dans les régions de GBAO, Khatlon et Sughd. Un accent particulier a été mis au long de la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan et des opérations de sondage non technique le long des frontières entre le Tadjikistan et l'Ouzbékistan et entre le Tadjikistan et le Kirghizstan, en étroite collaboration et coordination avec le gouvernement du Tadjikistan (Ministère des affaires étrangères, Ministère de la défense, Gardes nationaux, Comité pour les situations d'urgence et la protection civile, Comité d'Etat pour la sécurité nationale/Gardes-frontière). La FSD a reçu des directives, des contrôles de qualité et de monitoring par centre Tadjik de déminage (Tajikistan Mine Action Centre – TMAC), sous l'autorité du comité pour la mise en place de la législation humanitaire internationale (Committee for Implementation of International Humanitarian LAW – CIIHL), la plus haute instance en matière de déminage au Tadjikistan. Le CIIHL est dirigé par le Premier ministre et ses membres sont des ministres issus des principaux ministères.

La FSD a bâti un programme couvrant, dans la pratique courante, toutes les méthodes et les moyens propres au déminage et à la libération des terres, soit: 2 équipes d'enquêtes non techniques, 7 équipes de déminage polyvalentes, 6 équipes munies de chiens détecteurs de mines (12 chiens) et 2 équipes de déminage mécanique. La FSD a aussi continué à développer le premier projet régional transfrontalier de déminage et de libération des terres entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, dans une région difficile d'accès, dans la province afghane de Badakhshan. Les opérations incluaient aussi l'amélioration des services et le soutien pour une clinique dans le district de Nusai. Un rapport détaillé sur le projet transfrontalier peut être consulté sur le profil du programme afghan.

Des opérations de sondage non technique dans trois districts de la région de Sughd, à la frontière entre le Tadjikistan et l'Ouzbékistan et entre le Tadjikistan et le Kirghizstan, ont démontré que les zones dangereuses suspectées sont en fait situées sur les côtés ouzbek et kirghiz des frontières respectives.

Le centre canin de la FSD a continué l'élevage et le dressage des chiens afin de rendre les opérations de déminage plus efficaces.

En 2012, la FSD au Tadjikistan a détruit 2'708 mines anti-personnel. 19 champs de mines ont ainsi pu être remis entre les mains des autorités locales en 2012.

Impact sur l'humanitaire et le développement

Au Tadjikistan, la libération des terres et le déminage sont considérés par le gouvernement comme des éléments fondamentaux pour le développement socioéconomique de certaines zones rurales des régions du Centre, de GBAO, de

Land release/demining project

FSD successfully continued capacity development activities and integrated land release / demining operations in GBAO, Khatlon and Central regions. Particular focus was provided on clearance operations along the Tajik-Afghan border and non-technical survey operations along the Tajik-Uzbek border, in close partnership and coordination with the Government of Tajikistan (Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Interior Affairs, Ministry of Defense, National Guards, Committee for Emergency Situations and Civil Protection and the State Committee for National Security/Border Forces). FSD received task orders, quality control and monitoring by the Tajikistan Mine Action Centre (TMAC) under the authority of the Committee for Implementation of International Humanitarian LAW (CIIHL), the highest policy body in Tajikistan for mine action. The CIIHL is chaired by the first Deputy Prime Minister and its members are Deputy Ministers from line ministries.

FSD has built a programme which covers all main land release and demining methodologies and assets in common practice, including: 2 non-technical survey teams; 7 multi-purpose demining teams; 6 mine detection dog sets (12 dogs); 2 mechanical demining teams (each with a MV-4 mini flail). FSD continued the first regional cross-border land release and demining project between Tajikistan and Afghanistan, in an area difficult to access, in the Afghan province of Badakhshan. Operations included the upgrade and support of a health clinic in Nusai District. A detailed report on the cross border project is shown under the Afghanistan programme profile.

Non-technical survey operations in three districts of the Sughd region at the Tajik/Uzbek and the Tajik/Kyrgyz borders showed that suspected hazardous areas are in fact located on the Uzbekistan and Kyrgyz Republic sides of the respective borders.

The FSD mine dog centre continued to breed and train dogs to enable more efficient and effective land release operations.

During 2012 FSD Tajikistan destroyed 2'708 anti-personnel landmines and unexploded ordnances. 19 mine fields were completed and handed over to local authorities in 2012.

Humanitarian and developmental impact

In Tajikistan, land release and demining operations are regarded as fundamental to the socio-economic development of rural areas of Central Region, GBAO Region, Khatlon Region at the Tajik/Afghan border and Tajik/Uzbek borders by the Government of Tajikistan. In these areas, explosive remnants of war cause human and livestock fatalities or serious injuries, disrupt livelihood and income generation, and in certain cases, prevent the implementation of infrastructure and development projects.

Khatlon (à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan) et le long des frontières entre le Tadjikistan et l'Ouzbékistan et entre le Tadjikistan et le Kirghizstan. Dans ces régions, des restes explosifs de guerre ont des conséquences fatales sur la population et le bétail, provoquent des blessures graves, perturbent la génération de moyens de subsistance et de revenus. Dans certains cas, ces restes empêchent la mise en place d'infrastructures et de projets de développement.

Destruction d'armes et de munitions (WAD)

Le projet de destruction d'armes et de munitions de la FSD au Tadjikistan s'est poursuivi, pour la quatrième année, en 2012. Le projet vise la sécurisation et la destruction de munitions conventionnelles à travers le Tadjikistan, dans le but de contribuer à la sécurité intérieure en limitant la disponibilité de matériel explosif, réduisant ainsi le flux de munitions conventionnelles traversant la frontière du Tadjikistan jusqu'en Afghanistan. Ce matériel est ensuite utilisé comme engins explosifs improvisés contre les forces de l'OTAN et les forces nationales afghanes. Le projet aide à réduire le risque de détonations incontrôlées dans des entrepôts bien souvent situés à proximité de la population civile. En 2012, des munitions et des systèmes de mise à feu critiques ont été détruits, tels que des MANPADS et des sous-munitions à fragmentation. La FSD travaille en étroite collaboration avec le gouvernement du Tadjikistan, en particulier avec le Ministère de la défense et le Ministère de l'intérieur, tous deux autorisant l'accès aux réserves de l'armée nationale.

Elaboration de capacités et aide aux victimes

A partir de septembre 2012, la FSD au Tadjikistan a démarré un nouveau projet, en collaboration avec le TMAC, «Elaboration de capacités et aide aux victimes». L'objectif principal de ce projet est de contribuer au développement des capacités et de la qualité du TMAC. Le projet est constitué de trois sous-projets: a) le soutien pour développer la base de données nationale (IMSMA), b) la formation psycho-sociale et le développement de la marche à suivre pour les soignants qui s'occupent des victimes de traumatismes, c) le développement de directives nationales d'un projet pilote d'accessibilité physique aux bâtiments et infrastructures publics.

Collaboration avec «Union of Sappers of Tajikistan»

En novembre 2012, la FSD et l'ONG Union of Sappers in Tajikistan (UST) ont signé le premier protocole d'entente pour renforcer la collaboration entre les deux organisations. Les principaux domaines de collaboration mis en avant dans le protocole d'entente comprennent l'augmentation de la capacité de UST de développer et de promouvoir l'innovation et de meilleures façons de réduire les risques liés aux mines et la menace des restes explosifs de guerre.

Les deux organisations coopéreront aussi et coordonneront leur travail sur leurs programmes d'indicateurs de performance respectifs et travailleront dans le sens de l'échange d'information. Selon la stratégie nationale de la FSD au Tadjikistan, toutes les activités de déminage seront reprises par UST.

Weapons and ammunition disposal (WAD)

FSD Tajikistan's weapons and ammunition disposal project continued for its fourth year in 2012. The project aims to secure and dispose of conventional munitions across Tajikistan in order to contribute to internal security by reducing the availability of explosive material, reducing the flow of conventional munitions crossing the border from Tajikistan into Afghanistan where ordnance is deployed as Improvised Explosive Devices (IEDs) against NATO and Afghan national forces, and helps to reduce the risk of uncontrolled detonations at storage facilities which are often located close to civilian communities. During 2012, critical ordnance and firing systems such as MANPADS and cluster sub-munitions were disposed of. FSD works closely with the Tajik government, especially with the Ministry of Defence and the Ministry of the Interior Affairs, both of which grant access to national defence stockpiles.

Capacity building and victim Assistance

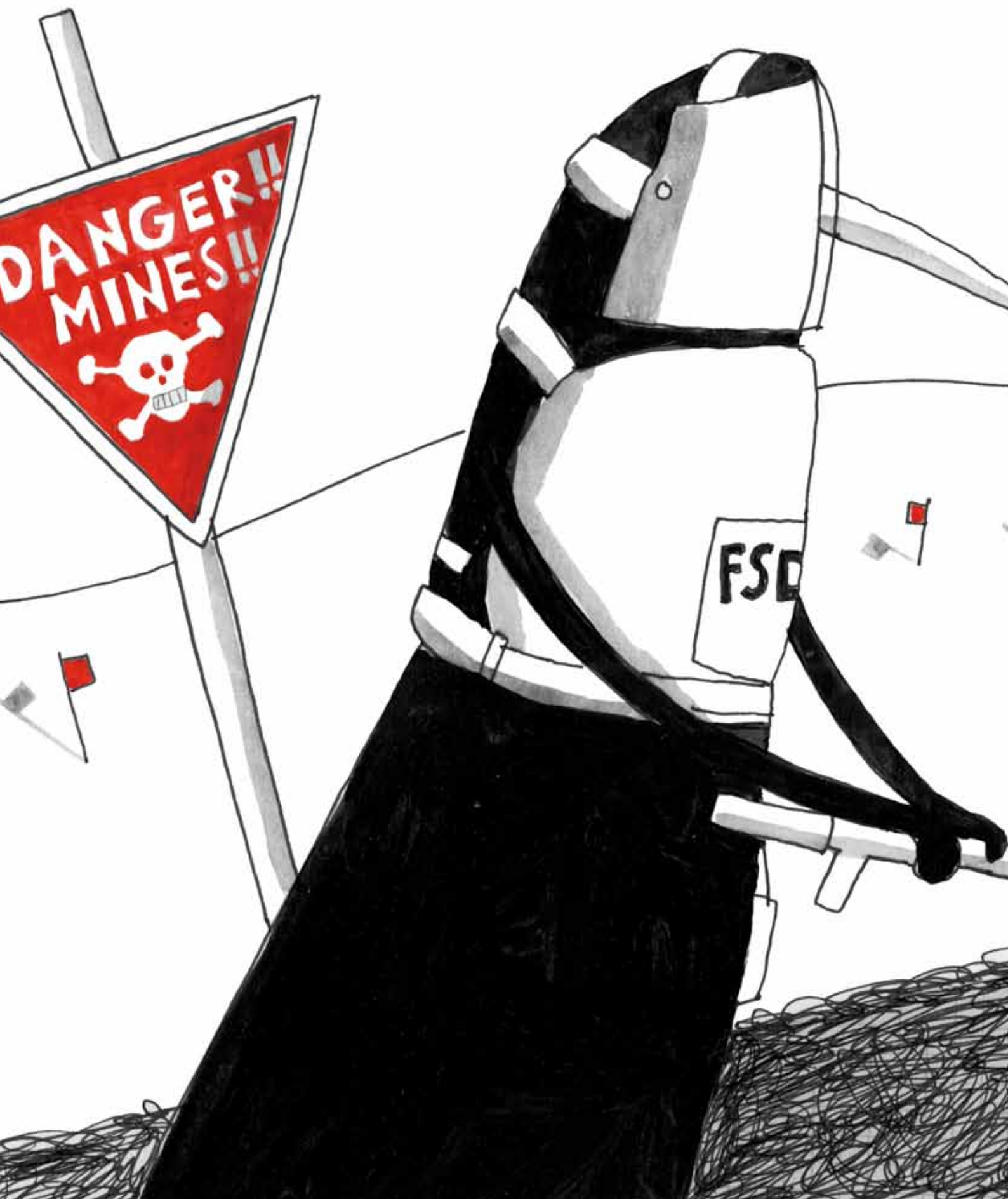
Starting from September 2012 FSD Tajikistan started the new project in cooperation with TMAC "Capacity Building and Victim Assistance". The overall objective of this project is to contribute to the development of capacities and quality of the Tajik Mine Action Center. The project consists of 3 subprojects: a) support to developing the national database (IMSMA), b) psycho-social support training and guideline development for health workers dealing with trauma victims, c) development of national guidelines and pilot project of physical accessibility to public buildings and facilities.

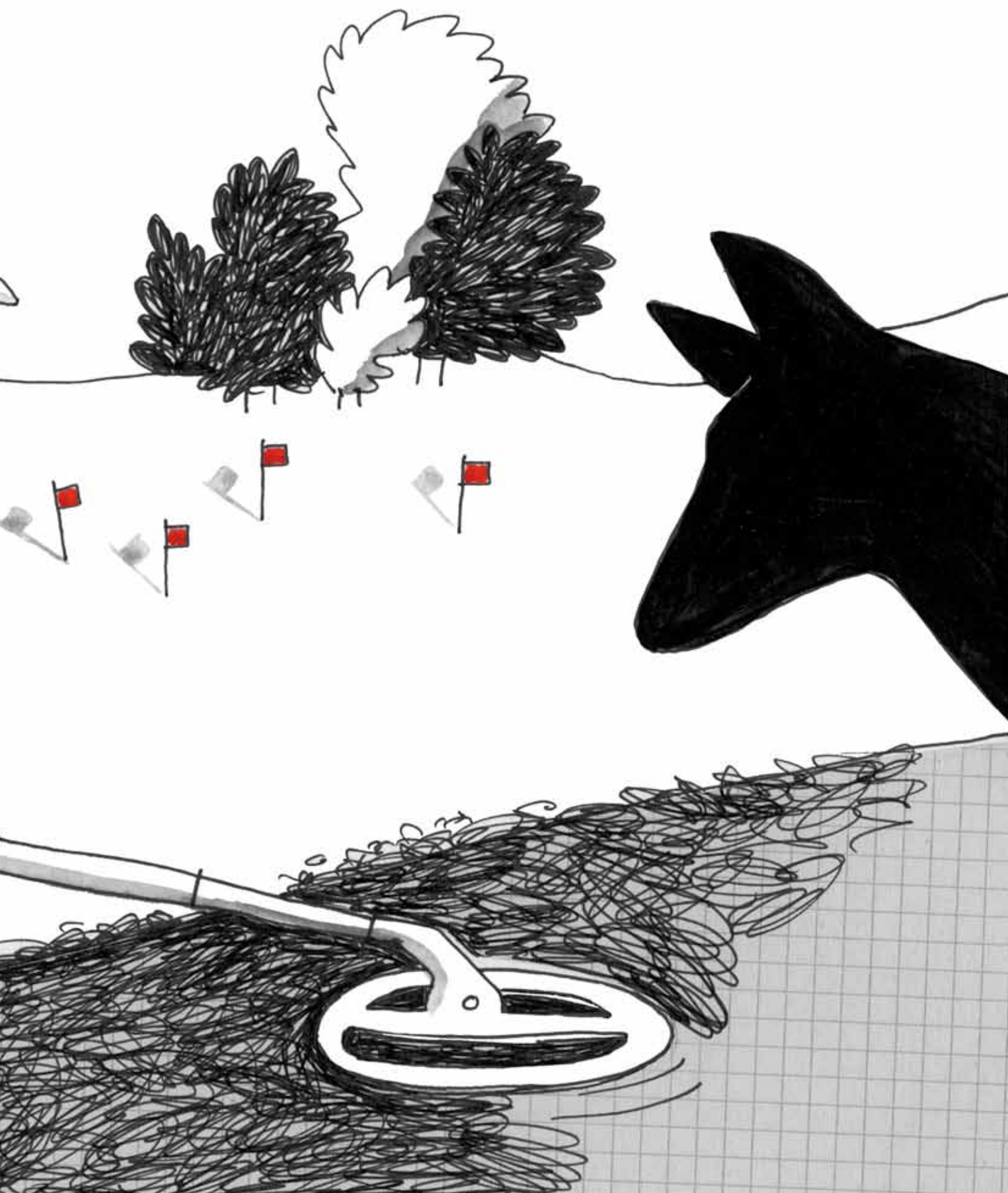
Cooperation with "Union of Sappers of Tajikistan"

In November 2012 FSD and the NGO Union of Sappers in Tajikistan (UST) have signed the first Memorandum of Understanding to reflect increased cooperation between the two organizations. The main areas of cooperation outlined in the Memorandum include increasing the capacity of UST to develop and promote innovation and better ways of reducing the risks from landmines and explosive remnants of war threats.

The two organizations will also cooperate and coordinate work on their respective performance indicator programmes and will work towards exchanging information. According to the national strategy of FSD Tajikistan all demining activities will be handed over to the UST.

Personnel expatrié International Staff:	6	PRINCIPAUX DONATEURS: Allemagne, Canada, Japon, Pays-Bas, PNUD, Département d'Etat des USA, GGLA Autriche MAIN DONORS: Germany, Canada, Japan, Netherlands, UNDP, US State Department, GGLA Austria
Personnel national National Staff:	208	
Mines détruites Destroyed mines:	2'696	
ERW détruits Destroyed ERW:	12	
Surface réhabilitée Released land:	1'453'708 m ²	
Dépenses Expenditures:	CHF 3'025'548	





SUD-SOUDAN | SOUTH SUDAN

En 2012, le programme de construction de capacités au Sud-Soudan a connu une forte expansion, permettant au SIMAS, le partenaire national de la FSD au Sud-Soudan, de devenir une ONG de déminage auto-suffisante et indépendante, opérant selon des standards internationaux et des principes de bonne gouvernance.

Le SIMAS, sous la houlette de la FSD, s'est transformé en une ONG de déminage nationale respectable et demeure la seule organisation de déminage au Sud-Soudan possédant les ressources humaines et matérielles nécessaires, ainsi que l'accréditation technique des Nations Unies, afin de mener le programme d'éducation aux risques liés aux mines et des opérations physiques d'évacuation des mines et d'autres restes explosifs de guerre dans le pays.

Ce succès est à mettre sur le compte d'une approche systématique de la FSD et de son personnel international expérimenté, qui ont fourni une formation et un suivi au SIMAS, à commencer par les opérations sur le terrain, jusqu'à la gestion exécutive. Par ailleurs, le quartier général de la FSD à Genève n'a pas ménagé ses efforts pour assister le SIMAS dans la mise en place de son conseil d'administration et le guider dans la phase initiale. Le résultat de cette intervention est un conseil d'administration bien établi, composés de membres éminents de l'establishment politique, économique et social du Sud-Soudan. Actuellement, le conseil du SIMAS organise régulièrement des réunions et dirige activement tous les agendas stratégiques du SIMAS.

Le succès de la FSD au Sud-Soudan a été reconnu par de nombreux donateurs, qui ont soutenu financièrement cette approche unique et très pragmatique du développement des capacités nationales. Le gouvernement suisse demeure le principal donateur de la FSD pour le programme, suivi par le Département d'Etat américain et son bureau pour le retrait et la réduction de l'armement (US/PM WRA) en tant que principal donateur pour le développement technique et de capacités de terrain du SIMAS.

La FSD est aussi parvenue à augmenter la confiance des donateurs dans le SIMAS, concrétisée par de nombreuses donations remises directement à l'organisation. Le gouvernement suisse, à travers son Département Fédéral des Affaires Etrangères, a remis ses donations directement au SIMAS pour l'achat de quatre véhicules et pour les activités d'éducation aux risques liés aux mines. L'UNOPS, à travers l'UNMAS (United Nations Mine Action Service in South Sudan), a soutenu directement le SIMAS pour son équipe de déminage manuel et pour le développement des son aspect mécanique. Le dernier soutien de la part de l'UNMAS a commencé en septembre 2012 et a pris fin en juin 2013.

Ainsi, 2012 a marqué un progrès significatif pour le SIMAS et le programme de construction des capacités nationales au Sud-Soudan aussi bien que pour les opérations. Le SIMAS maintient toujours son protocole d'entente

FSD's capacity building programme in South Sudan came to a peak in 2012, making SIMAS, FSD's national partner in South Sudan, a self-sustainable and ultimately independent national mine action NGO operating on international standards and the principles of good governance.

SIMAS, under guidance of FSD, has developed into a respectable national mine action NGO and still remains the only national MA organization in South Sudan with necessary human and material resources as well as the technical accreditation from United Nations to conduct mine risk education and physical clearance of landmines and other explosive remnants of war in the country.

The success results from a systematic approach by FSD and its experienced international staff who have been delivering proper training and mentoring to SIMAS – starting from the field operations all the way up to the senior executive management. Furthermore, FSD in Geneva has spared no efforts to assist SIMAS in establishing its board of trustees and guiding it through the initial phase. The outcome of this intervention is a well-established board of trustees consisting of prominent members of South Sudan political, business and social sectors. The SIMAS board meets on regular basis nowadays and actively guide all SIMAS strategic agendas.

FSD's success in South Sudan has been recognized by a number of donors who have been supporting this unique, yet very pragmatic approach to national capacity development. The Government of Switzerland remained the main FSD donor for the programme, followed with the US Department of State and their Office for Weapons Removal and Abatement (US/PM WRA) as the main donor for SIMAS technical and field capacity development.

FSD has also managed to increase donors' confidence in SIMAS, resulting in a number of donations being awarded directly to the organization. The Government of Switzerland through its Federal Department of Foreign Affairs donated funds directly to SIMAS for buying four vehicles and for mine risk education activities. UNOPS, through UNMAS (United Nations Mine Action Service in South Sudan) provided direct grants to SIMAS for its mine risk education and mechanical clearance unit. The latest grant from UNMAS started in September 2012 and ended in June 2013. As in 2011, SIMAS made significant progress in 2012 as far as the capacity building programme was concerned as well as regarding operations. SIMAS still maintains its Memorandum of Understanding with the National Mine Action Authority (NMAA) which recognizes it as the main implementing partner of the Government of South Sudan for mine action operations. It forms the basis for further direct support from the Government, both financially and institutionally.

SIMAS was also subjected to another rigorous and independent audit process in 2012. All components of SIMAS, including procedures on procurement, HR, accounting,

avec les autorités nationales de déminage (National Mine Action Authority – NMAA), qui lui reconnaît le statut de principal partenaire du gouvernement du Sud-Soudan. Il s’agit d’une base pour un soutien ultérieur direct du gouvernement, sur les plans financier et institutionnel.

En 2012, le SIMAS a aussi subi un processus d’audit rigoureux et indépendant. Tous les éléments constitutifs du SIMAS, y compris les procédures sur la procurement, RH, comptabilité etc., ont subi un audit et le rapport final est paru en juin 2012.

Grâce à la formation continue et systématique par la FSD, le SIMAS a enregistré d’excellents résultats en matière de déminage, parmi les meilleurs en comparaison avec d’autres organisations de déminage au Sud-Soudan, qu’elles soient humanitaires ou commerciales.

La FSD a étudié avec le SIMAS la question des besoins à pourvoir et il en est ressorti que la formation et le développement du SIMAS continueraient, en particulier l’aspect financier, pour renforcer l’intervention pluriannuelle. Actuellement, le SIMAS a des équipes de déminage manuel, de destruction des explosifs, d’éducation aux risques des mines et des équipes mécaniques.

Chaque équipe est dirigée et supervisée par des chefs d’équipe nationaux accrédités, sans supervision directe par les conseillers internationaux. Le SIMAS et son personnel de gestion prennent confiance dans leurs rôles et ont largement repris les rennes de l’organisation sous tous ses aspects.

etc. were audited by an external auditing firm and the final report was subsequently released in June 2012.

Thanks to constant and systematic training by FSD, SIMAS clearance results have reached very good levels, being among the highest compared to any other mine action organization in South Sudan, whether humanitarian or commercial.

FSD held discussion with SIMAS regarding gaps that could be bridged and it was agreed that the training and development of SIMAS would continue, especially the finance component as a way of consolidating the multiannual intervention in order to allow SIMAS to be a self-sustainable and independent national organization. Currently, SIMAS has operational manual clearance, EOD, mine risk education and mechanical teams. All teams are led and supervised by accredited national team leaders, without direct supervision from international advisors. SIMAS management staff is getting more and more confident in their role and especially in the day-to-day management of the organization, considering all aspects.

Personnel expatrié International Staff:	1	PRINCIPAUX DONATEURS: Suisse (DP IV), Département d’Etat des USA, GGLA Autriche MAIN DONORS: Switzerland (PD IV), US State Department, GGLA Austria
Personnel national National Staff:	56	
Mines détruites Destroyed mines:	161	
ERW détruits Destroyed ERW:	44’319	
Surface réhabilitée Released land:	167’646 m ²	
Dépenses Expenditures:	CHF 990’501	



En réponse aux appels à une action pour remédier au problème des munitions non explosées, une petite équipe FSD a mené la première évaluation rapide à Tobruk, dans l'est du pays. L'équipe a travaillé avec l'équipe de coordination conjointe en matière de déminage (Mine Action Coordination Team/IMACT) et a géré la difficile chaîne logistique au départ de Malte, qui a permis de maintenir l'ouverture d'un corridor pour accéder au pays tout au long du conflit. Plus tard deux équipes de déminage en zone de combat (Battle Area Clearance/BAC) évacuaient des munitions non explosées et d'autres restes explosifs de guerre, dans des dépôts de munitions à Tobruk. Malgré l'instabilité de la situation et les combats en cours, le programme s'est très vite développé, de l'est à l'ouest de la Libye, s'étendant jusqu'à Benghazi et les montagnes de Nafusa.

En soutien aux personnes rentrant chez elles et traversant la frontière pour réintégrer les villages de l'ouest, la FSD a aussi ouvert un bureau à Zarzis, en Tunisie, afin de gérer les activités d'éducation aux risques liés aux mines. La FSD au Liban et le personnel tunisien ont mené des sessions régulières d'éducation aux risques dans les centres de distribution alimentaire, aux postes de contrôle et aux abords de la frontière. Alors que les opérations suivaient leur cours à Tobruk, à Zarzis et dans les villages de la région de Nafusa, un bureau a été ouvert à Misrata, pour retirer des restes de guerre non explosés dans les dépôts de munitions abandonnés, à l'intérieur et à la périphérie de la ville.

A la suite de la mort du colonel Kadhafi, l'attention de la FSD s'est portée sur Sirte, théâtre des combats les plus intenses du conflit. Financé par l'Office Humanitaire des Communautés Européennes (DG ECHO), le gouvernement d'Allemagne, la division politique suisse IV et bureau du département d'Etat américain pour la réduction de de l'armement, le programme a su s'adapter aux circonstances volatiles et aux changements rapides liés au cadre post-révolutionnaire. La FSD a effectué du déminage dans chaque maison et chaque rue. L'éducation aux risques liés aux mines a été dispensée en soutien aux personnes revenues en octobre. Les officiers de liaison communautaire se sont rendus dans les communautés locales pour établir un lien direct entre les habitants de Sirte et les équipes de déminage. Ces activités de déminage étaient financées par le fonds canadien pour la paix globale et la sécurité (Global Peace and Security Fund/GPSF). Le déminage et la destruction d'arsenaux se sont poursuivis à Tobruk et à Benghazi, soutenus par un bureau national du programme à Tripoli. Coopérant avec JMACT et d'autres ONGs de déminage, la FSD a continué à retirer des restes de guerre non explosés dans la ville, à l'aéroport et la centrale électrique.

Les opérations de la FSD se sont poursuivies à Sirte, jusqu'à ce que la situation sécuritaire se détériore en juin 2012. Par la suite, jusqu'à l'aboutissement du programme en 2013, les équipes de la FSD ont sillonné la Libye, menant des opérations de déminage à Tripoli, Hun, Wamis et Mabruk, en assistance centre de déminage libyen (Libyan Mine Action Centre/LMAC).

assessment in Tobruk in the east of the country. The team worked in coordination with the UN's Joint Mine Action Coordination Team (JMACT) and managed the challenging logistics chain from Malta, which maintained an open corridor with the country throughout the conflict.

Later on, two FSD Battle Area Clearance (BAC) teams were clearing UXO and other explosive remnants of war (ERW) in Ammunition Storage Areas (ASAs) in Tobruk. Despite the volatile situation and the ongoing fighting, the programme developed very rapidly from eastern to western Libya, expanding out to Benghazi and the Nafusa Mountains.

In support of returnees crossing the border and resettling in the villages in the west, an office was opened in Zarzis, Tunisia to manage Mine Risk Education (MRE) activities. FSD's Libyan and Tunisian staff conducted regular MRE sessions in food distribution centres, at checkpoints and close to the border. As operations were ongoing in Tobruk, Zarzis and villages in the Nafusa region, an office was opened in Misrata to clear UXO in abandoned ASAs and in and around the city.

Following the death of Colonel Gaddafi, FSD's attention shifted to Sirte, the scene of the most intense fighting in the conflict. Funded by DG ECHO, the German Government, Swiss Political Division IV and the US State Department Office for Weapons Abatement, the programme adapted to the volatile circumstances and the rapid changes in the post-revolution environment. FSD teams cleared UXO house-by-house and street-by-street. Mine Risk Education was carried out to support returnees arriving in October and FSD's Community Liaison Officers (CLOs) went into the local communities to provide a direct link between Sirte residents and the clearance teams, while clearance and stockpile destruction activities were implemented in Tobruk and Benghazi, supported by a country programme office in Tripoli. BAC activities continued in Sirte through 2012, funded by the Canadian government's Global Peace and Security Fund (GPSF). In cooperation with the JMACT and other Mine Action NGOs, FSD teams continued to clear UXO in the city, the airport and power station.

FSD's operations continued in Sirte until the local security situation deteriorated in June 2012. Thereafter, until the end of the programme in 2013, FSD teams ventured throughout Libya, carrying out survey and clearance operations in Tripoli, Hun, Wamis and Mabruk in support of the Libyan Mine Action Centre (LMAC).

Personnel expatrié International Staff:	2	PRINCIPAUX DONATEURS: Canada, Suisse (DP IV), Département d'Etat des USA, DGECHO, PNUD MAIN DONORS: Canada, Switzerland (PD IV), US State Department, DGECHO, UNDP
Personnel national National Staff:	12	
Sous-munitions Submunitions:	22'149	
ERW détruits Destroyed ERW:	41'064	
Surface réhabilitée Released land:	4'770'000 m ²	
Dépenses Expenditures:	CHF 1'797'372	

L'ESPACE HUMANITAIRE | HUMANITARIAN SPACE



La dissémination des normes humanitaires chez les acteurs armés non étatiques et dans la société civile

Les normes humanitaires sont violées par des acteurs étatiques et non étatiques dans de nombreux conflits armés actuels. En même temps, l'espace humanitaire pour le dialogue et pour l'action rétrécit, et le fait que l'engagement et le dialogue avec les acteurs armés non étatiques puissent être considérés comme une activité proscrite pourrait sérieusement limiter les activités humanitaires visant la protection des civils dans les conflits armés.

La protection des civils est essentielle, et l'espace humanitaire nécessaire à l'accomplissement de cette tâche doit être défendu. La notion d'espace humanitaire sous-entend aussi que la possibilité de dialoguer avec des groupes qualifiés de terroristes doit être préservée, indépendamment de toute considération politique, afin de protéger les civils et d'aider les populations piégées par un conflit.

La FSD, en collaboration avec l'Appel de Genève, travaille à la mise en place d'une action financée par la Direction Générale de l'Office Humanitaire des Communautés Européennes (DGECHO), dont le but est d'augmenter l'appropriation des normes humanitaires par les acteurs armés non étatiques. Grâce à un plus grand respect des standards internationaux, traduits en codes de conduite et en règles d'engagement, les comportements des acteurs armés non étatiques dans les conflits armés ont évolué, en particulier à l'encontre des civils, obtenant une meilleure protection. Dans le cadre de l'effort pour structurer et systématiser les connaissances et standardiser leur transmission de l'information, de l'éducation et de la formation dans les zones concernées, la FSD et l'Appel de Genève ont commencé à créer une palette d'outils modulaires afin de former les acteurs armés non étatiques et les organisations de la société civile. Ces outils sont basés pour la plupart sur l'Acte d'engagement et sont spécifiquement destinés aux acteurs armés non étatiques, en collaboration avec des spécialistes de l'éducation des adultes. Le but de ces outils est de cibler leurs véritables inquiétudes d'ordre pratique, lorsqu'ils sont amenés à instaurer des standards internationaux dans les contextes dans lesquels ils opèrent.

Les outils de formation ont adressé la problématique de la violence sexuelle dans les conflits armés et dans la discrimination sexuelle ; la protection des enfants dans les conflits armés ; la Loi sur les Conflits Armés et les obligations liées au Traité pour l'interdiction des mines anti-personnel concernant les mines anti-personnel et les restes explosifs de guerre. La formation intègre aussi la question de l'espace humanitaire, l'accès sécurisé et la facilitation pour des causes humanitaires.

Les outils ont été finalisés et mis à l'essai au printemps 2012, certains modules ont été traduits dans les langues utiles, et la formation a été menée avec des acteurs armés non étatiques opérant dans cinq pays ou régions, puis avec la société civile et les médias locaux.

The dissemination of humanitarian norms amongst armed non-state actors (ANSAs) and civil society

Humanitarian norms are violated by State and non-State actors in many of today's armed conflicts. At the same time, the humanitarian space for dialogue and for action is shrinking, and the notion that engagement and dialogue with ANSAs may be considered a proscribed activity could seriously limit humanitarian activities aimed at the protection of civilians in armed conflict.

The protection of civilians is essential, and the humanitarian space in which to achieve this must be defended. Humanitarian space also means that it should remain possible, independently of political considerations, to dialogue with groups levelled as terrorists in order to protect civilians and help populations caught up in the middle of conflicts.

In 2012, FSD, in partnership with Geneva Call, has completed the implementation of the Directorate General European Commission Humanitarian Office and Civil Protection (DG ECHO) funded action of which the scope was to increase ownership of humanitarian norms by ANSAs. Through improved compliance with international standards, translated into codes of conduct and rules of engagement, the behaviours of ANSAs in armed conflict change, and in particular towards civilians, resulting in greater protection.

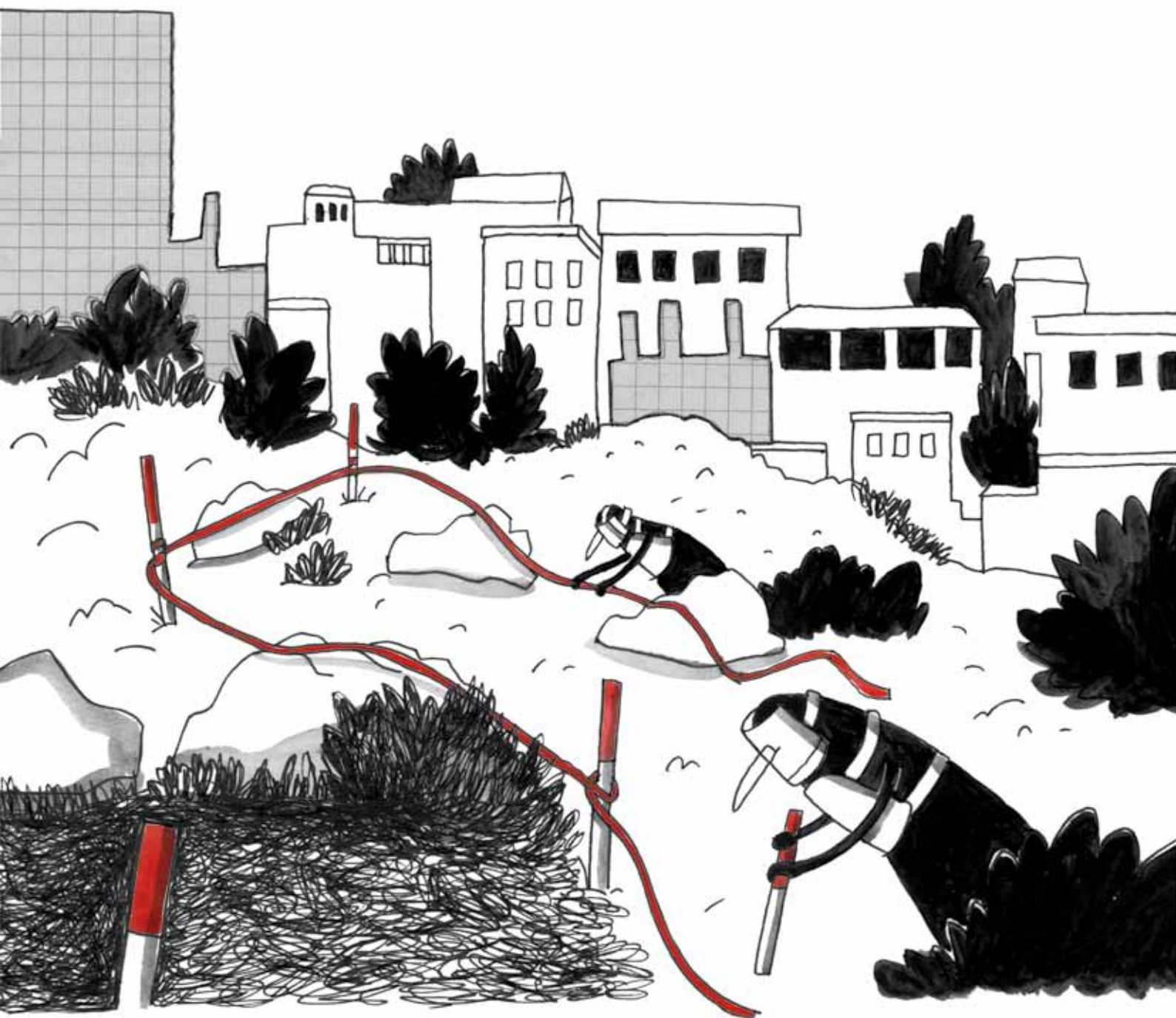
As part of an on-going effort to structure and systematize knowledge, and standardize its delivery of information, education and training in its core areas, FSD and Geneva Call have created a set of modular tools to support training of ANSAs and civil society organizations. These tools are based for the most part on the Deeds of Commitment, and are specifically designed for ANSAs, in collaboration with adult education specialists and seek to address their real and practical concerns when implementing international standards in the contexts in which they operate.

The training tools covered the issues of sexual violence in armed conflict and gender discrimination; the protection of children in armed conflict; the Law of Armed Conflict, and obligations under the Anti Personnel Landmine Treaty (APMBT) regarding mines and ERW. The training also integrates the question of humanitarian space, safe access and facilitation for humanitarian purposes.

The tools were finalized and piloted in spring 2012, modules were translated into relevant languages and training was conducted with ANSAs operating in five countries or regions, with civil society and local media.

The project reached a total of more than 200 attendants to the training sessions from different groups of the target countries.

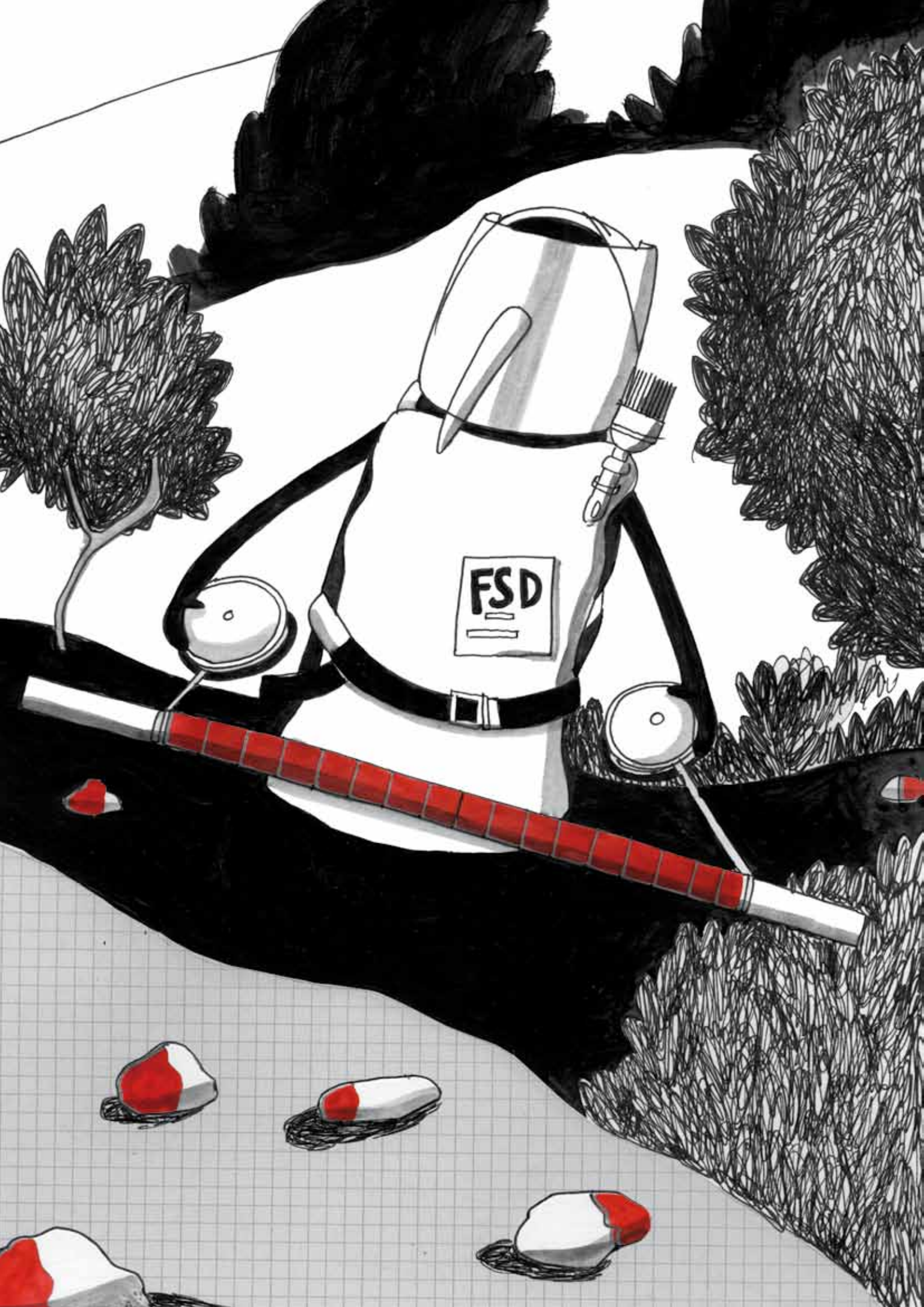
In November 2012 a general conference for the presentation of the results was held in Brussels with the presence of more than 50 participants.



Le projet a réuni plus de 200 participants aux sessions de formation de différents groupes issus des pays concernés. En novembre 2012, une conférence générale pour la présentation des résultats s'est tenue à Bruxelles et plus de 50 personnes y ont participé.

Personnel international International Staff:	10
Bénéficiaires Beneficiaries:	250'000
Dépenses Expenditures:	CHF 480'574

PRINCIPAL DONATEUR: DG ECHO
MAIN DONOR: DG ECHO



RAPPORT DE PERFORMANCE | PERFORMANCE REPORT

Constituée en fondation sous la législation suisse, la FSD est une organisation sans but lucratif, apolitique, indépendante et neutre. Sa mission est l'éradication des mines et des résidus explosifs de guerre et d'autres formes de pollution, afin de permettre aux populations civiles de vivre dans un environnement sûr.

Conformément à cet objectif, la FSD déploie son activité selon les axes suivants:

- Déminage et dépollution de sites
- Destruction de stocks de mines, armes et munitions
- Transfert de compétences et développement de capacités locales
- Prévention d'accidents à travers la formation à la sécurité et à la sensibilisation aux restes explosifs de guerre
- Intervention en cas de catastrophes

LE CONSEIL DE FONDATION

Conformément aux statuts de la FSD, le conseil de fondation est composé d'au moins 5 personnes physiques ou morales, élues pour une durée de 3 ans renouvelables.

Les membres actuels sont:

The FSD is constituted as a foundation under Swiss law. The FSD is a not-for-profit, non-political, independent and neutral organisation. The FSD eliminates explosive remnants of war (EWR) and other forms of pollutions so that people can again live in a safe environment.

In accordance with this objective, the FSD conducts:

- Mine clearance and decontamination of polluted areas
- Destruction of stocks of mines, ammunitions and weapons
- Transfer of expertise and local capacity development
- Accident prevention through safety and ERW awareness trainings
- Emergency response interventions

THE FOUNDATION BOARD

In accordance with the FSD's articles of association, the Foundation Board is made up of at least five people or legal entities, elected for a renewable three-year period. The current members are as follows:

LE CONSEIL DE FONDATION | THE FOUNDATION BOARD

	FONCTION POSITION	ÉLU JUSQU'À ELECTED UNTIL
Jürg Peter STREULI	Président President	Fin 2014 End 2014
Henri LEU	Membre Member	Fin 2015 End 2015
Stéphane FELDER	Membre Member	Mi 2014 Mid 2014
Michel ROCH	Membre Member	Fin 2014 End 2014
Gil MOTTET	Membre Member	Fin 2014 End 2014
Walter GYGER	Membre Member	Fin 2015 End 2015

Les membres du conseil de fondation oeuvrent aussi comme membres du conseil d'administration de Crosstech SA, une société de services entièrement détenue par la FSD. Les comptes de Crosstech sont entièrement consolidés avec le groupe FSD.

La FSD et Crosstech S.A. sont gérées par Hansjörg Eberle, directeur général. Il est engagé avec un contrat à durée indéterminée.

En 2012, le conseil d'administration a tenu cinq séances plénières avec la direction et a pris toutes les décisions formelles de son ressort. Le conseil d'administration de Crosstech s'est pour sa part réuni à trois reprises.

The members of the Foundation Board also act as members of the Board of Crosstech SA, a service company which is entirely owned by FSD. Crosstech's accounts are fully consolidated with FSD group.

FSD as well as Crosstech SA are directed by Hansjörg Eberle. He was hired with a non-fixed-term contract.

In 2012, the Foundation Board has held five plenary meetings with the management and has taken all the formal decisions which fall within its jurisdiction. The Crosstech SA Board has held three plenary meetings.

PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE

Au cours des 14 dernières années, la FSD a déminé plus de 9'000 hectares (90 millions de mètres carrés) de terrain qui ont ensuite pu être restitués à la population locale. Au total, la FSD a retiré et détruit, jusqu'à présent, plus de 1,7 million de mines et de munitions non explosées.

OPERATIONAL PERFORMANCE

In the last 14 years, the FSD has cleared more than 9,000 hectares (90 million square meters) of land that could then be handed over to the local population. In total, the FSD has cleared and destroyed so far more than 1,7 million items of landmines and unexploded ordnance.

En 2012, la FSD a traité et libéré 5'000 hectares (5 millions m²) de terrain et détruit 226'000 mines et munitions non explosées. Cette augmentation importante de la productivité est due principalement aux méthodologies améliorées des sondages généraux et techniques, combinés avec une meilleure gestion de l'information.

A la demande du ministère des affaires étrangères allemand, le GIHCD a procédé à une évaluation formelle de notre opération au Tadjikistan. Le résultat global de cette évaluation a été très positif.

En 2012, Crosstech SA a mis en place avec succès une série de projets de démilitarisation. Les revenus et les dépenses de ces projets ont bénéficié directement au siège de la FSD, comme on peut le voir dans le tableau «Compte-rendu détaillé des revenus et dépenses», sous la colonne «Quartiers généraux et autres affaires». Il est important de noter que tous les bénéfices des activités commerciales occasionnelles de Crosstech appartiennent à 100% à la FSD.

PARTENARIATS ET COOPÉRATIONS

La FSD est un partenaire cadre du bureau de la Commission européenne pour l'aide humanitaire (ECHO) depuis 2004.

En 2005, la FSD a signé un accord de partenariat avec la FSD France.

En 2010, la FSD a été accréditée par le fonds mondial pour l'environnement (GEF).

La FSD siège au comité consultatif du GIHCD.

ORIGINES DES FONDS

Le principal revenu de la FSD provient du financement de ses programmes par des États tels que l'Allemagne, l'Australie, les Pays-Bas, le Canada, le Japon, la Suisse et les États-Unis. Certains programmes ont été financés par des bailleurs de fonds multilatéraux, tels que ECHO et PNUD. D'autres contributions ont été allouées par différents cantons, villes, communes et fondations suisses, ainsi que par des donateurs privés.

UTILISATION DES FONDS

La FSD est dirigée par un siège de 4 personnes seulement, à Genève. Cette direction est soutenue par une unité professionnelle de support à Manille, aux Philippines. La majeure partie des fonds de la FSD est directement affectée à la mise en œuvre de projets de déminage. Moins de 10% du budget global est alloué pour l'administration et la recherche de fonds.

L'unité de support à Manille a fourni des services d'audit interne pendant toute l'année et produit un total de 87 rapports d'audit interne. Les comptables de cette unité ont aussi effectué 12 missions de contrôle et de formation sur le terrain.

Les comptes de la FSD, de Crosstech S.A. et du groupe FSD consolidé ont été soumis à un audit complet par KPMG.

La FSD a signé et adhère au Code de Conduite pour la Croix-Rouge Internationale et le Mouvement du Croissant-

In 2012 alone, the FSD has cleared and released 5'000 hectares (5 million m²) of land and destroyed 226'000 landmines and unexploded ammunitions. The increase in productivity was mainly due to refined methodologies of general and technical survey combined with improved information management.

At the request of the Foreign Ministry of Germany, the GIHCD has fully evaluated the FSD's programme in Tajikistan, with positive results.

In 2012, Crosstech SA successfully implemented a series of demilitarization projects. The income and expenditure of these projects have directly benefitted FSD's headquarters, as shown in the table "Detailed statement of income and expenditure", column "Headquarters and other Businesses". It is important to note that any benefits from Crosstech's occasional commercial activities belong to 100% to FSD.

PARTNERSHIPS AND CO-OPERATION AGREEMENTS

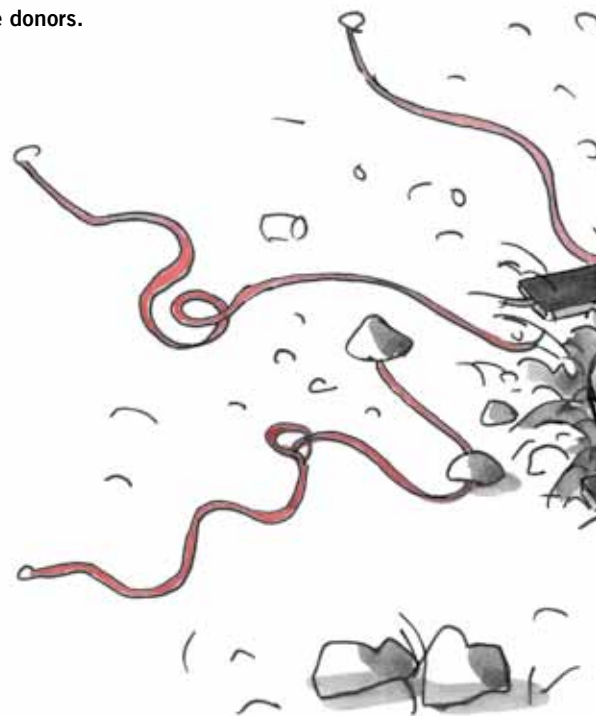
The FSD has been a framework partner of the European Commission Humanitarian Aid Office (ECHO) since 2004. In 2005, FSD signed an open-end partnership agreement with FSD France.

In 2010 the FSD was accredited by the Global Environmental Fund (GEF).

FSD participates in the Advisory Council of the Geneva International Centre for Humanitarian Demining (GIHCD).

FUNDING

The main project revenue for the FSD programs originates from the governments of Germany, Australia, Netherlands, Canada, Japan, Switzerland and USA. Certain programs have been financed by multilateral donors, such as ECHO and the United Nations Development Programme (UNDP). Other contributions have been received from Swiss cantons, cities, communities and foundations, as well as from private donors.



Rouge, ainsi que les ONG intervenant dans les désastres, sans oublier les quatre principes humanitaires établis par ECHO (humanisme, neutralité, impartialité et indépendance).

La FSD utilise le logo ZEWO depuis 2003. Le sceau d'approbation ZEWO garantit que les donations sont utilisées de manière économe, efficace et pour les objectifs prévus. Il est délivré aux organisations qui fournissent des renseignements exacts et une information financière transparente, qui possèdent des mécanismes de contrôle appropriés et indépendants, qui communiquent ouvertement et qui se financent de manière éthique.

ORGANES DE CONTRÔLE

En tant que fondation de droit suisse, la FSD opère sous la surveillance de l'administration fédérale suisse.

USE OF RESOURCES

FSD maintains a headquarters with 4 permanent staff in Geneva as well as a support office in Manila. Most of FSD funds are directly allocated to the implementation of projects in the field. Less than 10% of FSD's income is used for administrative and fundraising activities.

FSD's Manila support office has throughout the year provided internal audit services for FSD's programmes and issued a total of 87 internal audit reports. FSD Manila accountants also performed 12 field visits for audit and training purposes.

The accounts of FSD, Crosstech SA and the consolidated FSD group were subdued to a full audit by KPMG.

FSD has signed and adheres to the Code of Conduct for the International Red Cross and Red Crescent Movement and NGOs in Disaster Relief, as well as to the four humanitarian principles established by ECHO (humanity, neutrality, impartiality and independence).

FSD has been bearing the ZEWO logo since 2003. The ZEWO seal of approval certifies that the donations will be used economically, effectively and for their designated purpose. It stands for organisations which offer transparent information and true and fair financial reporting, have independent and appropriate control mechanisms, provide open communications and which procure their funds in a fair manner.

SUPERVISORY BODIES

As a foundation, FSD operates under the surveillance of the Swiss Federal administration.



RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE


KPMG SA
Audit

 111, rue de Lyon
CH-1203 Geneva

 P.O. Box 347
1211 Geneva 13

 Telephone +41 22 704 15 15
Fax +41 22 347 73 13
Internet www.kpmg.ch

Report of the Statutory Auditor on the Consolidated Financial Statements to the Board of Trustees of

FONDATION SUISSE DE DEMINAGE (FSD), Geneva

As statutory auditor, we have audited the accompanying consolidated financial statements of FONDATION SUISSE DE DEMINAGE (FSD), which comprise the balance sheet, income statement, cash flow statement, statement of changes in equity and notes for the year ended 31 December 2012.

Board of Directors' Responsibility

The Board of Directors is responsible for the preparation and fair presentation of the consolidated financial statements in accordance with Swiss GAAP FER and the requirements of Swiss law. This responsibility includes designing, implementing and maintaining an internal control system relevant to the preparation and fair presentation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error. The Board of Directors is further responsible for selecting and applying appropriate accounting policies and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Swiss law and Swiss Auditing Standards. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the consolidated financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the consolidated financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers the internal control system relevant to the entity's preparation and fair presentation of the consolidated financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control system. An audit also includes evaluating the appropriateness of the accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the consolidated financial statements for the year ended 31 December 2012 give a true and fair view of the financial position, the results of operations and the cash flows in accordance with Swiss GAAP FER and comply with Swiss law.

AUDITOR'S REPORT



FONDATION SUISSE DE DEMINAGE (FSD), Geneva
*Report of the Statutory Auditor
on the Consolidated Financial Statements
to the Board of Trustees*

Report on Other Legal Requirements

We confirm that we meet the legal requirements on licensing according to the Auditor Oversight Act (AOA) and independence (article 728 CO) and that there are no circumstances incompatible with our independence.

In accordance with article 728a paragraph 1 item 3 CO and Swiss Auditing Standard 890, we confirm that an internal control system exists, which has been designed for the preparation of consolidated financial statements according to the instructions of the Board of Directors.

We recommend that the consolidated financial statements submitted to you be approved.

KPMG SA

Alain Guillaume
*Licensed Audit Expert
Auditor in Charge*

Cédric Freidig
Licensed Audit Expert

Geneva, 16 May 2013

Enclosure:

- Consolidated financial statements (balance sheet, income statement, cash flow statement, statement of changes in equity and notes)

ÉTATS FINANCIERS | FINANCIAL STATEMENTS

ANNÉE FISCALE 2012 (EN FRANCS SUISSES)

FINANCIAL YEAR 2012 (IN SWISS FRANCS)

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE	CONSOLIDATED BALANCE SHEET AS AT 31 DECEMBER	2012	2011	Notes
ACTIF	ASSETS			
Actif circulant	Current assets			
Liquidités	Cash and cash equivalents	8'043'091	4'597'908	1
Autres créances	Other receivables	679'748	520'891	2
Comptes de régularisation actif	Prepayments and accrued income	1'233'942	2'971'134	3
Total actif circulant	Total current assets	9'956'781	8'089'933	
Actif immobilisé	Non-current assets			
Equipement et véhicules	Equipment and vehicle	78'903	444'930	4
Total actif immobilisé	Total non-current assets	78'903	444'930	
Total Actif	Total Assets	10'035'684	8'534'863	
PASSIF	LIABILITIES, FUNDS & CAPITAL			
Capitaux étrangers	Liabilities			
Autres dettes	Other liabilities	357'115	300'709	5
Autres provisions	Provisions for income tax	146'425	9'942	6
Comptes de régularisation passif	Accrued liabilities and deferred income	572'970	489'349	7
Total capitaux étrangers	Total liabilities	1'076'510	800'000	
Fonds affectés	Restricted funds			
Fonds d'assurance	Insurance fund	2'635'712	2'635'712	9
Revenus différés	Deferred income	449'785	2'115'602	
Total fonds affectés	Total restricted funds	3'085'497	4'751'314	
Capital	Capital			
Capital versé	Paid-in capital	50'000	50'000	8
Fonds libres	Unrestricted capital	5'823'677	2'933'549	8
Total capital	Total capital	5'873'677	2'983'549	8
Total Passif	Total Liabilities, Funds & Capital	10'035'684	8'534'863	

TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ	CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT	2012	2011	Notes
FLUX DE FONDS PROVENANT DE L'ACTIVITÉ D'EXPLOITATION	CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES			
Resultat de l'exercice	Profit for the year	2'890'128	1'171'219	
Variation du fonds d'assurance	Insurance fund variation	-	500'000	
Amortissement d'immobilisations corporelles	Depreciation of fixed assets	329'400	231'400	4
Dépréciation de valeur d'immobilisations corporelles	Write-off of fixed assets	1'146	3	4
Provision pour perte sur débiteurs	Doubtful accounts expense	12'384	-	2
Autres provision	Provisions	136'483	9'942	6
Gain net de vente d'immobilisations corporelles	Net gain/net loss from disposal of fixed assets	(15'285)	(128'518)	4
Capacité d'autofinancement	Self-financing cash flow	3'354'256	1'784'046	
Variation des autres créances	Variation of other receivables	(171'241)	(222'345)	
Variation des comptes de régularisation actif	Variation of prepayments and accrued income	1'737'192	(1'428'610)	
Variation des autres dettes	Variation of other liabilities	56'406	163'393	
Variation des comptes de régularisation passif	Variation of accrued liabilities and deferred income	83'621	159'202	
Variation de la provision pour revenus différés	Variation of deferred income	(1'665'817)	(848'426)	
Flux de fonds provenant de l'activité d'exploitation	Cash flow from operating activities	3'394'417	(392'740)	
FLUX DE FONDS PROVENANT DE L'ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT	CASH FLOW FROM INVESTING ACTIVITIES			
Investissements en immobilisations corporelles	Investments in tangible fixed assets	(20'917)	(459'420)	4
Désinvestissements en immobilisations corporelles	Disposal of fixed assets	71'683	174'712	4
Flux de fonds provenant de l'activité d'investissement	Cash flow from investing activities	50'766	(284'708)	
TOTAL VARIATION DES DISPONIBILITÉS	TOTAL CHANGE IN CASH AND CASH EQUIVALENTS	3'445'183	(677'448)	
Disponibilités au début de l'exercice	Cash and cash equivalents at beginning of the year	4'597'908	5'275'356	
DISPONIBILITÉS AU 31 DÉCEMBRE	CASH AND CASH EQUIVALENTS AT YEAR END	8'043'091	4'597'908	1



COMPTE D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ	CONSOLIDATED STATEMENT OF INCOME AND EXPENDITURE	2012	2011	Notes
RECETTES	INCOME			
Recettes et contributions brutes	Gross revenue and contributions	13'193'589	17'006'249	
Recettes et contributions différées	Deferred revenue and contributions	(449'785)	(2'115'602)	
		12'743'804	14'890'647	
Gain sur vente d'immobilisations corporelles	Gain on disposal of fixed assets	15'285	128'518	
Prestation de services terrain	Invoiced field services	168'099	23'964	
Revenu du contrat de service	Revenue from Service contract	6'850'215	123'982	
		7'033'599	276'464	
Total recettes ^{a)}	Total income ^{a)}	19'777'403	15'167'111	15
DÉPENSES	EXPENDITURE			
Frais de personnel	Staff costs	11'505'466	9'098'296	10
Frais de voyage	Travel costs	589'853	466'748	
Charges générales et administratives	General and office expenses	3'745'069	4'149'072	
Honoraires	Professional fees	286'463	211'782	
Frais de banque	Bank charges	39'248	35'797	
Assurances	Insurance charges	327'387	293'553	
Télécommunication	Telecommunication expenses	184'875	131'038	
Frais de communication	Marketing and communication expenses	73'955	105'220	
Provision pour perte sur débiteurs	Doubtful accounts expense	12'384	-	
Amortissements	Depreciation	329'400	231'400	4
Participation aux coûts du siège	Overhead cost	39'519	44'157	
Total dépenses ^{a)}	Total expenditures ^{a)}	17'133'619	14'767'063	
Impôts sur le bénéfice	Income taxes	(146'561)	(8'318)	6
Résultat opérationnel	Operational result	2'497'223	391'730	
RÉSULTAT FINANCIER	FINANCIAL RESULT			
Produits d'intérêts	Interest income	209	9'478	
Gain de change	Currency exchange gain	574'054	694'641	
Pertes de change	Currency exchange loss	(621'082)	(755'911)	
Résultat financier	Financial result	(46'819)	(51'792)	
RÉSULTAT DU FOND D'ASSURANCE	INSURANCE FUND RESULT			
Produits d'assurance	Insurance income	1'387'709	2'077'474	
Charges d'assurance	Insurance expenditure	(947'985)	(744'590)	
Variation du fonds d'assurance	Insurance fund variation	-	(501'603)	
Résultat du fond d'assurance	Insurance fund result	439'724	831'281	9
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	PROFIT FOR THE YEAR	2'890'128	1'171'219	

a) The reconciliation with contributions and expenditures for the FSD Mine action programs is shown in the detailed statement of income and expenditure on the next page.

COMPTE D'EXPLOITATION DÉTAILLÉ	DETAILED STATEMENT OF INCOME AND EXPENDITURE	Head Quarters and other businesses	FSD Mine Action Programs	Bridge to consolidated figures	Consolidated statement of income and expenditure		Notes
		2012	2012		2012	2011	
RECETTES	INCOME						
Recettes et contributions brutes	Gross revenue and contributions	233'058	12'960'531		13'193'589	17'006'249	
Recettes et contributions différées	Deferred revenue and contributions	-	(449'785)		(449'785)	(2'115'602)	
		233'058	12'510'746		12'743'804	14'890'647	
Gain sur vente d'immobilisations corporelles	Gain on disposal of fixed assets	15'285	-		15'285	128'518	
Prestation de services terrain	Invoiced field services	1'575'802	-	(1'407'703)	168'099	23'964	
Revenu du contrat de service	Revenue from Service contract	6'850'215	-		6'850'215	123'982	
		8'441'302	-		7'033'599	276'464	
Total recettes	Total income	8'674'360	12'510'746	(1'407'703)	19'777'403	15'167'111	15
DÉPENSES	EXPENDITURE						
Frais de personnel	Staff costs	4'055'572	7'538'138	(88'244)	11'505'466	9'098'296	10
Frais de voyage	Travel costs	301'610	288'243		589'853	466'748	
Charges générales et administratives	General and office expenses	788'496	3'416'678	(460'105)	3'745'069	4'149'072	
Honoraires	Professional fees	240'554	45'909		286'463	211'782	
Frais de banque	Bank charges	7'863	31'385		39'248	35'797	
Assurances	Insurance charges	57'863	269'524		327'387	293'553	
Télécommunication	Telecommunication expenses	80'790	104'085		184'875	131'038	
Frais de communication	Marketing and communication expenses	37'920	36'035		73'955	105'220	
Provision pour perte sur débiteurs	Doubtful accounts expense	12'384	-		12'384	-	
Amortissements	Depreciation	329'400	-		329'400	231'400	4
Participation aux coûts du siège	Overhead cost	-	898'873	(859'354)	39'519	44'157	
Total dépenses	Total expenditures	5'912'452	12'628'870	(1'407'703)	17'133'619	14'767'063	
Impôts sur le bénéfice	Income taxes	(146'561)	-		(146'561)	(8'318)	6
Résultat opérationnel	Operational result	2'615'347	(118'124)	-	2'497'223	391'730	
RÉSULTAT FINANCIER	FINANCIAL RESULT						
Produits d'intérêts	Interest income	209	-		209	9'478	
Gain de change	Currency exchange gain	574'054	-		574'054	694'641	
Pertes de change	Currency exchange loss	(621'082)	-		(621'082)	(755'911)	
Résultat financier	Financial result	(46'819)	-		(46'819)	(51'792)	
RÉSULTAT DU FOND D'ASSURANCE	INSURANCE FUND RESULT						
Produits d'assurance	Insurance income	1'387'709	-		1'387'709	2'077'474	
Charges d'assurance	Insurance expenditure	(947'985)	-		(947'985)	(744'590)	
Variation du fonds d'assurance	Insurance fund variation	-	-		-	(501'603)	
Résultat du fond d'assurance	Insurance fund result	439'724	-		439'724	831'281	9
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	PROFIT FOR THE YEAR	3'008'252	(118'124)	-	2'890'128	1'171'219	

STATEMENT OF CHANGES IN CAPITAL	Balance 31.12.11	Transfer of funds	Surplus for the year	Balance 31.12.12
INTERNALLY GENERATED FUNDS				
Paid-in capital	50'000	-	-	50'000
Unrestricted funds	2'933'549	-	2'890'128	5'823'677
Capital of the organization	2'983'549	-	2'890'128	5'873'677

PROGRAM SUMMARY BY COUNTRY AND DONORS													
	Afghanistan	Angola	Armenia	Colombia	Uranium Mine Legacy	Lebanon	Libya	Philippines	South-Sudan	Sri Lanka	Humanitarian space	Tajikistan	TOTAL
DONOR													
GOVERNMENTS													
Australia (AUSAID)										-302			-302
Canada (Department of Foreign Affairs and Int'l Trade)							728'747					652'035	1'380'782
Germany (Auswärtiges Amt)				175'942			-182'710					1'000'154	993'386
Germany (Patrip Foundation)	179'473												179'473
Japan (Embassy of Japan)										340'818		195'060	535'878
Netherlands (Ministry of Foreign Affairs)												238'708	238'708
Switzerland (Political Division IV)							18'000		176'519				194'519
Switzerland (SDC)						189'925				633'248			823'173
US Department of State	1'273'779		168'896			610'735	1'022'411		1'025'655	916'015		1'120'165	6'137'656
Government donors subtotal													10'483'273
MULTILATERAL AND INT. ORGANISATIONS													
ECHO							579'286			539'437	279'327		1'398'050
EU (via FSD France)		87'603				54'445		62'960					205'008
UNDP							205'829					188'941	394'770
International organisations subtotal													1'997'828
PUBLIC SOURCES													
Swiss Municipalities								8'500					8'500
Canton of Zug					90'000								90'000
Public sources subtotal													98'500
PRIVATE SOURCES													
Gemeinsam gegen Landminen (GGLA) Austria									18'051			10'830	28'881
International Trust Fund (ITF)						351'634							351'634
Other private donors							9'987				18'011		27'998
Private sources subtotal													408'513
OTHER INCOME/MOVEMENT													
Reversal of 2011 accruals	-360'291					-92'707	-739'198		-217'780	-320'125	-4'840	-460'498	-2'195'439
Reversal of 2011 income carried forward		104'352		66'728	7'035	1'704	240'457	2'453		1'388'367	178'770	130'575	2'120'441
Interest Income										10'622			10'622
Foreign exchange differences (in contribution) absorbed by FSD head office	-31'025			-1'942		-671	-30'945		-11'944	93'781	9'306	10'233	36'793
Other income/movement subtotal													-27'583
TOTAL CONTRIBUTIONS	1'061'936	191'955	168'896	240'728	97'035	1'115'065	1'851'864	73'913	990'501	3'601'861	480'574	3'086'203	12'960'531
EXPENDITURE	-1'061'936	-124'750	-168'896	-306'834	-	-930'871	-1'797'372	-73'913	-990'501	-3'667'675	-480'574	-3'025'548	-12'628'870
BALANCE	-	67'205	-	-66'106	97'035	184'194	54'492	-	-	-65'814	-	60'655	331'661
Charged to free funds				-66'106			7'196			-65'814		6'600	-118'124
Contribution carried forward to next year	-	67'205	-	-	97'035	184'194	47'296	-	-	-	-	54'055	449'785

NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

AS AT 31 DECEMBER 2012 (IN CHF)

BASIS OF PREPARATION

These financial statements of the Fondation Suisse de Déminage Group (FSD Group) have been prepared in accordance with the accounting standard Swiss GAAP RPC 21 according to the Swiss ZEWO guidelines for non-profit organizations.

SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

Scope of consolidation

These financial statements present the consolidated activities of the FSD Group worldwide. The FSD Group consists of the Swiss Foundation for Mine Action (FSD), the parent company, and its fully owned subsidiary, Crosstech S.A. (Crosstech), a Swiss Company. The headquarters of FSD are located at rue du 31. Décembre 36, 1207 Geneva, Switzerland.

Basis of consolidated financial statements preparation

The accounts of Crosstech and FSD are fully consolidated. The financial statements of the subsidiary are prepared for the same reporting period as FSD. All inter-company transactions and balances have been eliminated in these financial statements.

Foreign currency transactions

The FSD's accounting records are maintained in Swiss Francs (CHF).

Assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated into Swiss francs at exchange rates fixed at the beginning of each month. Cash and cash equivalents are valued at the exchange rate at 31 December 2012, except for material unrealized gains which are deferred. The exchange rates applied at 31 December 2012 are:

1 CHF (Swiss Franc)	=	USD 1.09491
1 CHF (Swiss Franc)	=	EUR 0.82827

Cash and cash equivalents

The FSD considers cash on hand, cash in bank and short-term deposits with banks as cash and cash equivalents.

Other receivables

Other receivables represent items booked as receivable from customers, income tax receivable and cash advances for employees.

An allowance for doubtful accounts is set-up based on the specific receivables from customers which are determined to be uncollectible at the time of the preparation of the financial statements.

Prepayments and accrued income

Prepayments and accrued income consists of receivable from donors, insurance claims, rental deposit, and advance payments for rent. Donors receivables are recorded when contracts are signed.

Fixed assets

Fixed assets are shown at net book value. These consist of equipment and vehicles purchased for use in demining operations and Head Office fixed assets. Costs of fixed assets include expenditure incurred in acquiring and bringing them to their existing location and condition. Depreciation per year is 50% of the original cost.

Accrued liabilities

Accrued liabilities represent expenses that have been incurred but not yet paid as of balance sheet date.

Insurance Fund

The Insurance Fund operates as a captive insurance and is owned by FSD. The Fund, including the overall loss settlement is managed by an external insurance expert.

The accumulated funds, supplemented by third party reinsurance, cover the following risks:

- Mine accidents and war risk of national and international staff
- Political and conventional risks of the assets in the field
- Employer's liability at the head office and in the field

Any profit or loss generated in this Fund is recognized as income or expenditure in FSD.

Unrestricted capital

This reserve is the accumulation of excess funds that have been set aside with no specific reservation or restriction.

Income

Grants, donations and other contributions are recognized as income in the period in which they have been received unless the right to receive the funds has not been transferred in the current year. Other income is recognized as accrued.

Pledges in cash are recognized on receipt of a written confirmation of donation from the donors. Revenue relating to future years is recorded on the balance sheet as deferred income or as contingent asset if the receivable is greater than five years.

The following contributions are recognized upon receipt of cash collection:

- private and public donations
- income from fund raising campaigns
- legacies

In some cases, donor's pledges do not materialize. FSD considers pledges that have not materialized within one year as contingent assets, and does not include them in the balance sheet at year-end.

Cost allocation to programmes

a) Participation of programs in head office costs

FSD covers its head office costs primarily by deducting a charge of 7-10% of the income received from the majority of its project grants, if allowed in the agreement.

b) Staff costs billed to projects

FSD head office charges time spent by key personnel directly to programs and projects where time can be clearly attributed and justified.

c) Rental of assets

Crosstech S.A. (Crosstech), a fully owned subsidiary of FSD, maintains an asset pool, consisting mainly of vehicles and light mine clearance assets such as detectors and protective equipment which are located outside Switzerland. These equipment and vehicles were made available throughout the year to projects and programs in Libya, South Sudan, Sri Lanka, Tajikistan and Afghanistan.

NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

1. Cash and cash equivalents

As of 31 December, FSD's cash and cash equivalents position are as follows:

	2012	2011
At Head Office	5'130'205	2'386'928
In the field	549'462	1'952'469
Insurance fund	2'363'424	258'511
Total	8'043'091	4'597'908

Included in the cash and cash equivalents is the restricted call account for Insurance fund balance of CHF 1'500'000 and the amount of AUD 3'439 to be returned to AusAID.

2. Other receivables

	2012	2011
Receivable from FSD France	504'605	441'405
Receivable from local partner	23'868	48'252
Cash advance	97'460	5'729
Others	66'199	25'505
Total	692'132	520'891
Less: Allowance for doubtful accounts	(12'384)	-
Net	679'748	520'891

3. Prepayments and accrued income

	2012	2011
Accrued donations	1'156'695	2'831'974
Head office rental deposit	12'216	6'516
Insurance fund	65'031	132'644
Total	1'233'942	2'971'134

4. Equipment and vehicles

	Equipment	Vehicles	Other Assets	Total
Cost				
Balance 01.01.12	69'933	940'022	67'729	1'077'684
Acquisitions	2'953	17'964	-	20'917
Sales	-	(142'555)	-	(142'555)
Write Off	(15'657)	-	-	(15'657)
Balance 31.12.12	57'229	815'431	67'729	940'389
Accumulated Depreciation				
Balance 01.01.12	40'265	524'760	67'729	632'754
Depreciation	22'149	307'251	-	329'400
Sales	-	(86'157)	-	(86'157)
Write Off	(14'511)	-	-	(14'511)
Balance 31.12.12	47'903	745'854	67'729	861'486
Balance 01.01.12	29'668	415'262	-	444'930
Balance 31.12.12	9'326	69'577	-	78'903

During the year, the acquisitions amounted to CHF 20'917. Proceeds from sales amounted to CHF 71'683 resulting in a gain of CHF 15'285.

Fixed assets have been insured against conventional risk (fire, water) for a total value of CHF 4'256'306.

5. Other liabilities

	2012	2011
Payable to suppliers and employees	214'384	159'991
Insurance Fund	142'731	140'718
Total	357'115	300'709

Included in Other Liabilities is the amount of EUR 54'457 to be returned to German donor by Colombia Project.

6. Provisions

	2012	2011
Provision for taxes	146'425	9'942
Total	146'425	9'942

FSD Group includes a legal entity that is exonerated from paying taxes (FSD) and another one that is not (Crosstech). The provision for taxes has been calculated based on Crosstech fiscal status of "société auxiliaire" which was obtained on 09 July 2009 from Geneva tax authorities.

Provision for income tax expense of CHF 146'561 consists of income tax payable for the year 2012 of CHF 146'425, final tax on bank interest income of CHF 122 and the difference between the actual income tax paid in year 2011 as against the accrual made for the said year.

7. Accrued liabilities and deferred income

	2012	2011
Provision for the return of contributions	167'193	-
Head office accruals	10'745	71'001
Accrued field expenses	7'591	35'251
Payable to local partners	195'673	121'729
Accrual for insurance cases	191'768	261'368
Total	572'970	489'349

Included in Accrued liabilities are the amount of CAD 101'960 to be returned to Canada Donor by Libya Project and the estimated amount of USD 77'753 to be returned to Japan Donor by Sri Lanka Project.

8. Funds and capital

	Paid-in capital	Unrestricted capital	Total
01.01.2012	50'000	2'933'549	2'983'549
Transfer of Insurance fund	-	439'724	439'724
Result for the year (excluding Insurance Fund)	-	2'450'404	2'450'404
31.12.2012	50'000	5'823'677	5'873'677

9. The Insurance Fund

The net result of the Insurance Fund is broken down as follows:

	2012	2011
Premiums	1'273'107	1'408'283
Management fees	179	16'108
Claims income	17'976	-
Extraordinary income	-	560'000
Sundry income	88'279	74'862
Foreign exchange earnings	8'168	18'221
Total income	1'387'709	2'077'474
Premiums	725'069	595'570
Claims	159'063	36'087
Sundry expenses	51'096	101'252
Foreign exchange losses	12'757	11'681
Total expenses	947'985	744'590

Allocation to insurance restricted fund		(501'603)
Net amount	439'724	831'281

The total assets of FSD Risk Fund must be sufficient to cover the estimated maximum loss in FSD operations in a given year. As this level of coverage has been exceeded by CHF 1'483'148 (before consolidation with Crosstech), the amount was transferred to FSD as of 31.12.2012 as per the risk fund rules and regulations manual. After eliminating of intercompany transactions, CHF 439'724 have been transferred from Insurance Fund to FSD. Claims income refers to the amounts received and accrued from The Insurance Company or broker. Claim expense pertains to the accrual of expenses and payments related to the beneficiary/employees who suffered from loss or injury.

10. Staff-related costs and figures

	2012	2011
Wages and salaries	9'462'219	6'889'447
Social insurance and social benefits	2'043'247	2'208'849
Total	11'505'466	9'098'296

11. Employee benefits

FSD employees in Switzerland are insured against economic consequences of old age, invalidity and death, according to the provision of the Federal Law for occupational benefits, old age and survivors (LPP) by SWISS LIFE (Société Suisse d'Assurance générale sur la vie humaine). According to the defined contribution plan covered by the collective foundation, the employees and employer pay determined contributions. With this plan, net returns on assets do not influence contributions and the final provision is not guaranteed. Risks are supported by the collective foundation; no information about economic benefit or economic liability is available.

The annual contributions to the pension plan are recorded to the income statement during the period they relate. In 2012, six (6) persons were insured for the premium payment of CHF 151'859.

Employees who do not have their domicile in Switzerland do not benefit from the pension plan.

12. Other informations

The FSD has not organized any public fund collection in 2012 or 2011. FSD has therefore not incurred any direct expenses related to such activities.

In 2012, the President of the Foundation Council did not receive fees for services rendered to the organization beyond his formal functions.

13. Subsequent events

There have not been any significant post closure events that have an impact on 2012 financial statements except for the reduction of the contract amount of the Canada contract for Tajikistan from CAD 499'361 to CAD 452'839.

14. Liabilities to personnel welfare institutions

FSD does not have a liability towards the welfare institutions as of 31 December 2012.

15. Income

During the submission of ECHO final donor report, there were expenses considered as ineligible cost, hence they were charged against Headquarters income. In 2012, an ineligible cost amounting to EUR 7'485 from Libya ECHO project and in 2011, a total of EUR 33'550 from Pakistan and Sri Lanka projects were shouldered by Headquarters.

16. Risk assessment

A risk assessment were performed and documented and this was approved by Board resolution on 14 March 2013.





L'ÉQUIPE FSD | FSD TEAM

CONSEIL DE FONDATION | FOUNDATION COUNCIL

STREULI Jürg, Président, President
LEU Henri | ROCH Michel | MOTTET Gilles | FELDER Stéphane | GYGER Walter

ORGANE DE RÉVISION | AUDITORS

KPMG Switzerland

PERSONNEL SIÈGE | STAFF AT HEADQUARTERS

EBERLE Hansjoerg, Directeur général, Director General
TRUNIGER Benedikt, Directeur général adjoint, Deputy Director General
FABBRONI Valeria, Cheffe des opérations, Head of Operations
WILSON Matthew, Chef adjoint des opérations, Deputy Head of Operations

SUPPORT ET AUDIT PHILIPPINES | SUPPORT AND AUDIT PHILIPPINES

Anna Maria Victoria Rio, Arlene Calalo, Clarissa Rondina, Divina Tamayo, Donna Lee Almonte, Ginamay Binwag, Glozel Lonzaga, Irene Edic, Jaileen Tayaban, James Sy, Jm Xzkyl Gumtang, Julian Teodoro, Marie Jo Abella, Maricar Hontiveros, Marvin Dumogdog, Mary Ann Raneses, Melanie Campos, Melvinn Kaibigan, Nefren Raneses, Philippe Lalwet, Victoria Bueno, Virginia Blum, John Mendel Macdon, Jerwin Pastoral, Mark Castillo, Marilou Agustin, Rashid Quindica, Clea Diamella Nisperos, Desiree Quindoy

PERSONNEL EXPATRIÉ | EXPATRIATE STAFF

Willem Adriaan Venter, Christiaan Niemand, Johannes Odendaal, Fernando Meier, Zechariah Johnson, Craig Willis, Paul Boncz, Alexander Bertram Van Roy, Jean-Claude Amand, Anthony Thomas Fish, Raju Pillai, Hartmut Thoms, Noel Peacock, Artyom Harutyunyan, Din Mohammad Abdul Gahfar, Mario Boer, Alice Crety, Richard Dean Schmidt

COLLABORATEURS NATIONAUX | NATIONAL STAFF

Afghanistan | Afghanistan Dadullah Mohammad Ghaods, Homayoun Qalandar Zada Ghulam Jelani, Mohammad Shoaib Mohammad Yunnis, Agha Jan Bachashah, Azaliddin Qorbon, Nabiullah Abdul Ghafar, Qadruddin Nazirudin, Abdul Qayumm Mullah Ahmad, Abdul Qadir Sadullah, Bashir Ahmad Moh.Sarwar, Najmuddin Hamidullah, Nasratullah Mohammad Shah, Mohibullah Habibullah, Norkhan Sarwar Shah, Fayziddin Mustafоеv, Assadullah Ghulam Sakhi, Moh.Zubair Seddiqi Moh.Rasool, Mohohammad Farid Mohammad Zamir, Sharifullah Mohammad Amir, Abdumanon Juraev, Hakimjon Salimov, Murodali Juraev, Husnuddin Najmuddinov, Saodat Khodjjeva

Arménie | Armenia Lusine Poghosyan, Karen Martirosyan, Henrik Abajyan, Ashot Arakelyan, Narek Vardanyan, Aram Abrahamyan, Sergey Blbulyan, Garegin Harutyunyan, Hayk Hunusyan, Eduard Goroyan

Colombie | Colombia Sandra Salas, German Cruz

Liban | Lebanon Nader Chamseddine, Ahmad Jaber, Yasser Al-Ahmar, Yousra Tawbi, Samir El Breft, Fadi Tawbi, Ali Zreik, Abbas Taha, Ali Tawbi, Mouhammad Bassar, Mouhammad Naser al din, Issam ali Khalil, Khalil Hussein Ahmad, Abbas Ali Hammoud, Wafaa Diab, Moussa Kobaisy, Ali Jamil Maatouk, Haydar mouhamad Humayed, Hussein Ali Nasrallah, Hassan Kumayha, Bilal Fahes, Mohammad Nadar, Hussein Abdah, Hassan Nadar, Mohsen Malak, Mohamamd Mohsen Moustapha, Mohamamd Hammoud, Imad Houmayed, Ahmad Houmayed, Hamza Alsayed, Wassim Tabaja, Hussein Almousawi, Mohammad Hassan Akil, Youssef Shamoun, Kamel Houmayed, Shady Nadar, Moussa Alsayed, Akel Hassan Hammoud, Hassan Kanso, Kassem Houmayed, Mohamamd Hassan Moustapha

Libye | Libya Mohamed Taher Abid, Mina Snoussy Omary, Mohammed Abdullah, Assayh Maatoug, Ashraf Mustfa Mohamed, Mohamed Farag Khalifa, Khaled Mohamed Emhemad, Khaled Musbah Salem, Seraj Elanizi, Naji Mohamed Othman, SefaelIslam Omer Mohamed, Salah Alden Ali Abid

Philippines | Philippines Fairuss Ebus, Sonny Romasanta

Sri Lanka | Sri Lanka Kirubagar Kalidas, Stany Shandrarasa, Thambirajah Thayaparan, Baskaran Murugesu, Ranjan Arumugam, Kunaselvam Sellathurai, Rajasingam Kandasamy, Sivakumar Kunchithambi, Puvanendran Shanmugam, VeeranathaPandiyan Muthuvelsamy, Jeevathanas Sithiravel, Uthayakumar Rathithevi, Vadivel Uthayakumar, Rasaiah Puvanendran, Subhashinie Garusinghe, Halangoda Gedara Padmasiri Lionel Wickramasingha, Baruhupolage Tolitan Jayaweera, Metihakke Gedara Gunathilaka, Sinna Subramaniam, Kandasamy Kanesamoorthy, Dharmalingam Ganeshkumar, Nadeswaran Nithiya Somasuntharam Sritharan, Mahenthirarasa Anushiyam, Kanthasami Vimalathanas, Poologasingam Sivatharsan, Karuppaiah Prarthepkumar, Veluppillai Shanjeewan, Kathiravelu Jeyakumar, Thangarasa Jeneepan, Theivendran Ranjithkumar, Muthuvel Selvaratnam, Kumarasamy Karunakaran, Sivarasa Sivatheepan, Premachandran Partheeban, Ponnampalam Thevarasa, Rasu Sathityanesan, Sinnaiah Jegatheeswaran, Sathasivam Jeevarash, Appuralage Gunaratna, Aaran Anantharajah, Iyasamy Maohananruby, Lenor Joynas Lemberd, Sinnaththambi Nadarasa, Kuppusamy Ilankaimuththu Rasaiah sritharan, Murugathanas Kanchana, Nadarasa Rajanikanth, Selvarasa Anistan, Ramasamy Balasubramaniam, Shivantha Kathan, Dilushan Sridharan, Upul Thilakasena, Dayananda Amarakoon Harshi Gunawardena, Aruni Abeyasinghe, Sebamalai Vaz, Jayapalan Shobanraj, Sivachandran Albert Rajanikanth Subramaniam, Viswanathan Singaram, Marusaleen Kirubaharan, Nadarajah Naresh Swakin Navaratnam, Theivendran Thankarasa, Santhirasegaram Selvarasa, Yogasingam Kumarasingam Ramanathan Karuppaiah, Segar Rajadurai, Sasitharan Arunakiri, Shanmugam Yogeswaran, Kandasamy

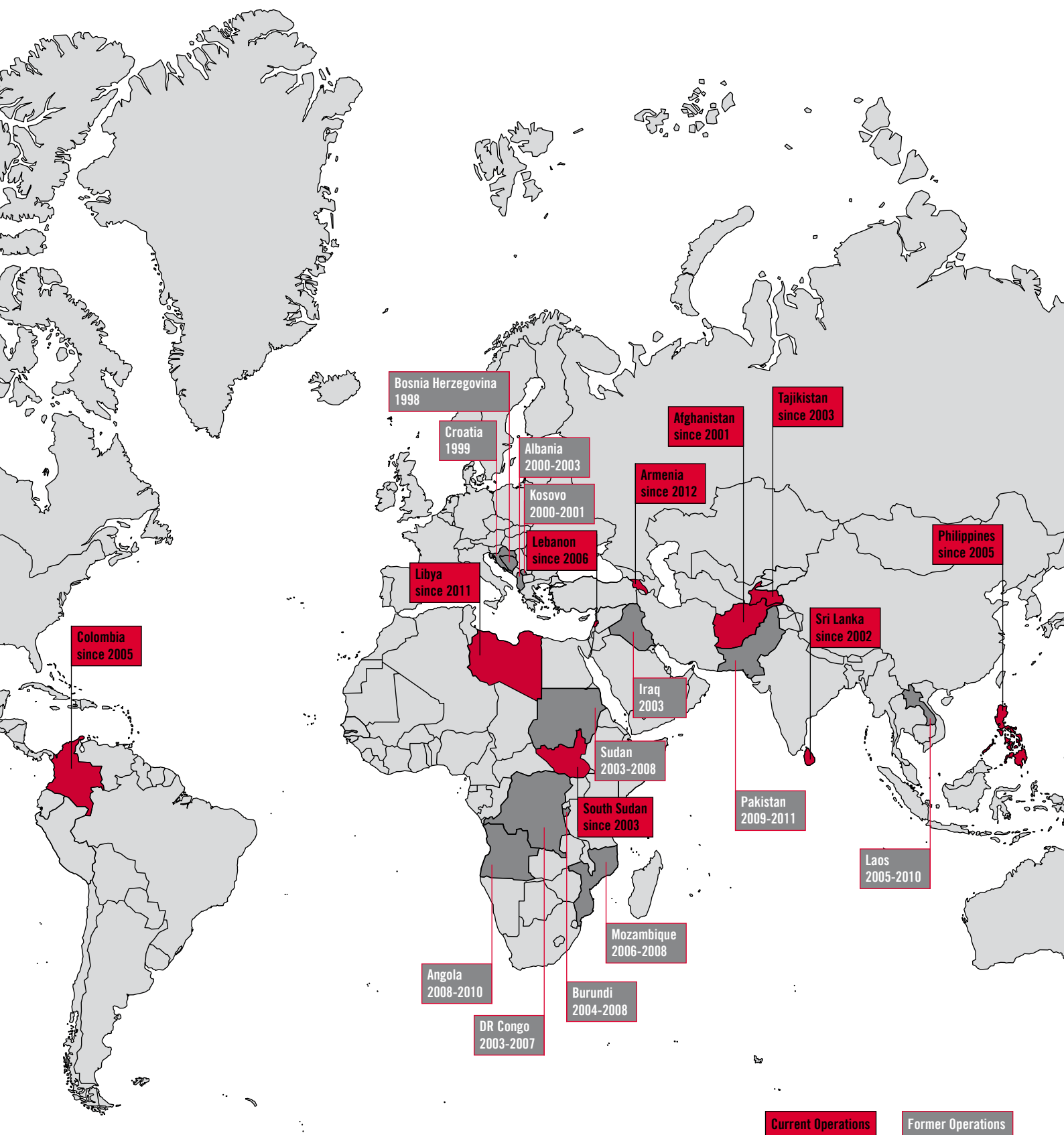
Vimaleswaran, Mahatheva Prasanna, Karunakaran Ragunathan, Rajenthiran Kirishanthan, Sebastian Anton Micheal, Muthunayakage Dinesh Chandrasiri Muthunayake, Sivarajah Navaseelan, Jean Francis Noyal Godbure Coonghe, Tuan Ildareen Bismarck Meedin, Meragalpedi Gedara Rajapaksha, Basnagala Gamlath Lalalage Sarath Chandrasiri, Gnanalingarasa Iynkaran, Kaldeen Najeem Mohamed Elyas Sellaiah Nagulraj, Kurusami Nadar Sathiyakumar, Janulla Mohamed Mahir, Vavusai Mohamed Mohamed Rafeek, Kaspar Mary Jude Kamilda, Murugaiya Vijayasahanthi, Ramachanran Kirubakaran, Shanmugam Sasikaran, Lingamoorthy Kokularajah, Ratnam Saneesan, Kathikamathambi Rajakumaran, Manikkavasagar Rajeshwaran, Sellathurai Subaskaran, Ponnmpalam Srikanth, Ratnam Jeyaruban, Logeswaran Vijikaran, Kunaseelan Sathana, Sithrakumar Sasikala, Prasanth Priyatharsini, Logeswaran Chandrakala, Selvarasa Thamilselvi, Ravichandran Vijayakumary, Jeyakulasingam Jeyakanth, Mathiyaparanam Thevaratnam, Perumal Niruban, Sathasivam Krishnakumar, Velu Thivaharan, Kalimuththu Uthayakumar, Viswalinham Sivatharshan, Mahendran Nagananthini, Kalimututhu Ramachandran, Rajanikanthan Suganthini, Kanesan Puvaneswari, Sukumar Sutharshini, Thavarasa Rathika, Jeniraj Sakunthaladevi, Sasikumar Parameswari, Thirunavukarasu Nagaranjan, Santhiyapillai Sri Kumar, Seevaratnam Vinojan, Thangavelayutham Pugalraj, Selvakumar Prabakaran, Tharmalingam Saththiyathas, Stanilas Melwin, Kunam Theiventhiram, Vijayakumar Pratheeban, Sinnathambi Indrakumar, Balakrishnan Kaneswaran, Amalathas Thusyanthan, Satkunaseelan Satheeswaran, Palaniyandi Prabakar, Puvanendran Sivaram, Thuraisingam Murukananthan, Subramaniam Amalraj, Thavarasa Srikan, Gnanauthayan Arunan, Kumarasami Pariskumar, Victor Lio Dilansan, Ayaparan Vimalanathan, Thevamanokaran Vimalan, Ponnaiah Uthayakumar, Kanesh Rasendram, Thanabalan Premathas, Selvarasa Janusan, Selvaraj Latheeswaran, Balakrishnan Vimalraj, Sellaiya Suvaminathan, Thiruselvam Niransankumar, Mahenthiran Manoranjini, Chandran Jamuna, Kurunathan Uthayakumar, C.M. Dulal Stepriest, Jeyaventhana Thivya, Sithamparanathan Sujeendran, Antony Confusias, Rasu Sarathbabu, Kuppusamyllangeswaran, Shanmugam Nimalraj, Selvachandran Inthumathy, Ramakrishnan Niroja, Ramasamy Sanmuganathan, Kanthasamy Suganthan, Sachchithanantham Navaratnarupam, Maruthalingam Rajeevikanthan, Krishnathevan Kajeepan, Vellaichami Nadarasa, Jeyaratnam Jeniraj, Mullaichelvan Piratheeban, Ajith Alex, Naachimuthu Naguleswary, Sivakumar Anjala, Sivakumar Vasuki, Jeyakumar Gowsala, Pulendran Chithra, Poothaththambi Siyamala, Sivalogeswaran Inthumathi, Vairavanatahan Kokulan, Manikam Suthagar, Scholas Stanilas, Inpakavirasa Sasikaran, Thanabalasingam Kirushanthi, Pratheepan Ranitha, Amirthanayagam Pirabu

Sud-Soudan | South Sudan Jonas Anuar, Paul Bago Zacharia, Matiop Abraham Majak, Stephen Ajili, Deng Ajith Mabior, Manyok Thon Akuol, Chuol Peter Chinpiny, Kenyi Joseph Hissan, Nyang Peter Agor, Garang Bol Dut, Nhial Majak Boul, William Pabeekathai, Kenyi Tartizio Kornelio, Opoka James, Okeny Daniel, Viola Rufas, Peter Ibrahim Khemis, Madut Akol Madut, Okuta Ceasar, Anyiro Paska Ochira, Winnie Betty Paul, Francis Awot Adat, Ado Suzan, Betty Angaika, Sebit William, Tasu Michael, Chol Michael Mayom, Agele Joe Mabe, Arike Nuel Charles, John Gama Batali, William Kuei Nguach, Santino Mei Mayiik, Silver Juma Onga, Samuel Sebit Alred, Kuac Manyeil Makuel, Stephen Miyong Wieh, Bida Nelson Morris, Mubarak Kwaje Jamal, John Tong Abou, Akok Reng Akout, Levi Baiba Mamur, James Kolnyin Mabior, Isaac Gum Maker, Elikana Edward, Manada John Mawa, James Bakata, John Mawac Raik Mayiik, Kwitino Joseph Eberu, Philip Bringi, Peter Nyeil Aken, Deng Nyok Kuol, Robert Sebit Tobia, Peter Thiep Ater, Gabriel Gum Makuac, Joseph Mabe George, Abraham Mabek Tong, Sule James, Amule Brwon

Tadjikistan | Tajikistan Saidahmat Saidov, Sharifjon Mirzoev, Umedjon Bobokhonov, Ismoil Kholov, Aminbek Alibekov, Farrukh Rustambekov, Khujamurod Davlatov, Mahmadali Kobilov, MuborakshoSalimov, Suhrob Zinatshoev, Firuzabonu Abdurazokova, Suhrob Mirzorakhimov, Khushvakht Nazipov, Sayvali Rahimov, Jumakhon Homidov, Manuchehr Abduhalimov, Abdulkarim Miraliev, Alisher Nosirov, Ghafor Soliev, Martaba Usmonova, Nizom Rajabov, Khayriddin Nosirov, Zafar Homidov, Husein Asadbekov, Dovud Rizoov, Gulnavoz Dodihudoev, Shavkat Khushkadamov, Dilovarshoh Kurbonov, Khurshed Suyunov, Aziz Hakdodov, Shirinbek Olimov, Olim Jamolov, Orifa Saidova, Fathullo Jobirov, Shodmon Nazurdinov, Navroozmad Amirov, Fayzali Begov, Jamshed Rahmatjonov, Mullo Odinaev, Isomiddin Rahmiddinov, Nasim Khushkadamov, Zohirjon Hasanov, Tingizsho Nsriddinov, Gadomat Shamsov, Aziz Mahmadoov, Abduvali Kurbonov, Salomatsho Akobirov, Tukhtaboi Kosimov, Bakhtiyor Abdulloev, Javbin Fayzullov, Abdullo Bobiev, Behruz Khujakulov, Khudoidod Vahobov, Marat Matisaev, Naim Sadulloev, Dilshod Mamadaliev, Firdavsi Rajabov, Mashraf Abdurakhmonov, Hazratkul Khujakulov, Mulloruzi Yakubov, Nematullo Karimov, Narzullo Sharipov, Bahriddin Shamsov, Murodali Safarov, Hamzaali Kosimov, Mahmaddullo Safarov, Rajabali Rajabov, Shodihon Kandikov, Zuvaidullo Pirov, Ismoil Khojamkulov, Abror Rahmonov, Azimjon Jumaev, Sherzod Azizov Aslidin Erkoziev, Daleri Kholik, Mullohasani Asalzoda, Anvar Bobojonov, Hamidullo Kholmatov, Shavkat Aliev, Nabi Abdurabizoda, Akmal Sadriddinov, Kutbidin Gulomov, Usmonjon Nazarov, Toshpulot Shermatov, Abdugafori Abdukholik, Pairavjoni Davlatkhujia, Abubakri Kurbonalizoda, Naimjon Madaminov, Nekbakht Sharipov, Siyovush Fayzov, Zikrullo Ismoilov, Abduhakim Kuliev, Suhrob Sanginov, Kamariddin Sharipov, Abdulatif Mahmadoov, Parviz Ulmasov, Nematullo Madisov, Fahad Rasulov, Golib Tolibzoda, Mashrabjoni Khayrullo, Rajabbeki Nurullo, Farhod Ashurov, Karomatullo Sharipov, Omon Iskandarov, Karomatullo Gulahmad, Hamzaali Sodikov, Azambek Boqiev, Farhod Ibragimov, Dilkusho Dildorbekov, Jamshed Sharipov, Ismatullo Miraliev, Firdavs Rakhmatjonov, Shoiri Navruzshoeva, Roziq Rahimov, Faizullo Nasrulloev, Hotam Salimov, Davlat Aslamkhonov, Mushfiq Mukadamshoev, Mahmadrakhim Hodiey, Abduvakil Kamolov, Muhammadshoh Yorahmadov, Ilhom Safarov, Mahmadsafar Khushnudov, Minhojiddin Odinaev, Jamshed Salihov, Mahmaddullo Latipov, Safarali Gafurov, Abduvali Rahimov, Kurbonmurod Azizov, Faizullo Rasulov, Sunnatullo Ne'matov, Nematullo Berdiev, Mehrojiddin Khojanazarov, Jovidon Kodirzoda, Rahmonali Odinaev, Dilshod Azizov, Gamzaali Nazaraliev, Emomiddin Ziyoev, Shuhrat Ablakulov, Davlat Saidjafari, Jumabeki Gayur, Abdurahim Najotov, Bakhtovar Murodov, Hasan Alamurodov, Muhammadrajab Nozimov, Najmiddin Namozov, Asadullo Atovulloev, Safarali Gafurov, Abduvali Rahimov, Sami Naimov, Khairullo Rajabov, Aziza Hakimova, Erkin Huseinov, Bahodur Babakhanov, Ibrohim Kholmatov, Faiziddin Rahmiddinov, Farhod Odinaev, Tolibsho Boltaev, Andrey Kulikov, Sherali Nurmatov, Sadullo Barotov, Abdunaimjon Ibragimov, Saidakbar Tumanov, Abdumalik Ikromov, Solehjon Saidhasanov, Masnav Bodurov, Nurgul Ghunchaev, Amirali Sharipov, Samad Mastibekov, Shavkat Asmatbekov, Muzaffar Zulaev, Vladimir Em, Khurshed Jononae, Islomutdin Ruzmatov, Ainiddin Alidodov, Ibrohim Rasulov, Muminjon Haydarov, Dustmurod Kurbonov, Nekbakht Sharipov, Suhrob Kholikov, Jamshed Homidov, Toshmir Hakberdiev, Amirsho Davlatov, Nazarbek Kholmamadov, Nematullo Nozimov, Nizom Ibragimov, Anvar Gashakov, Ravza Khakimova, Farrukh Madjidov, Farangis Muzaffarova, Sattor Gholibov, Sergey Tokarev, Abdugani Ganiev, Bahodur Ismoilov, Abdumalik Kholov, Mirzoali Kurbonaliev, Jamshed Nosirov, Khursandbek Safarov, Adolat Sharipova, Zamira Oymahmadova, Homid Bobokalonov, Yormahmad Rajabov, Oliya Hamidova, Ganjina Zardodkhonova, Manuchehr Loikov, Parviz Karimov, Ramziya Mamadnazarova, Zarafshon Shakarmamadova, Inna Finkelshtein

LA FSD DANS LE MONDE

FSD'S OPERATIONS WORLDWIDE

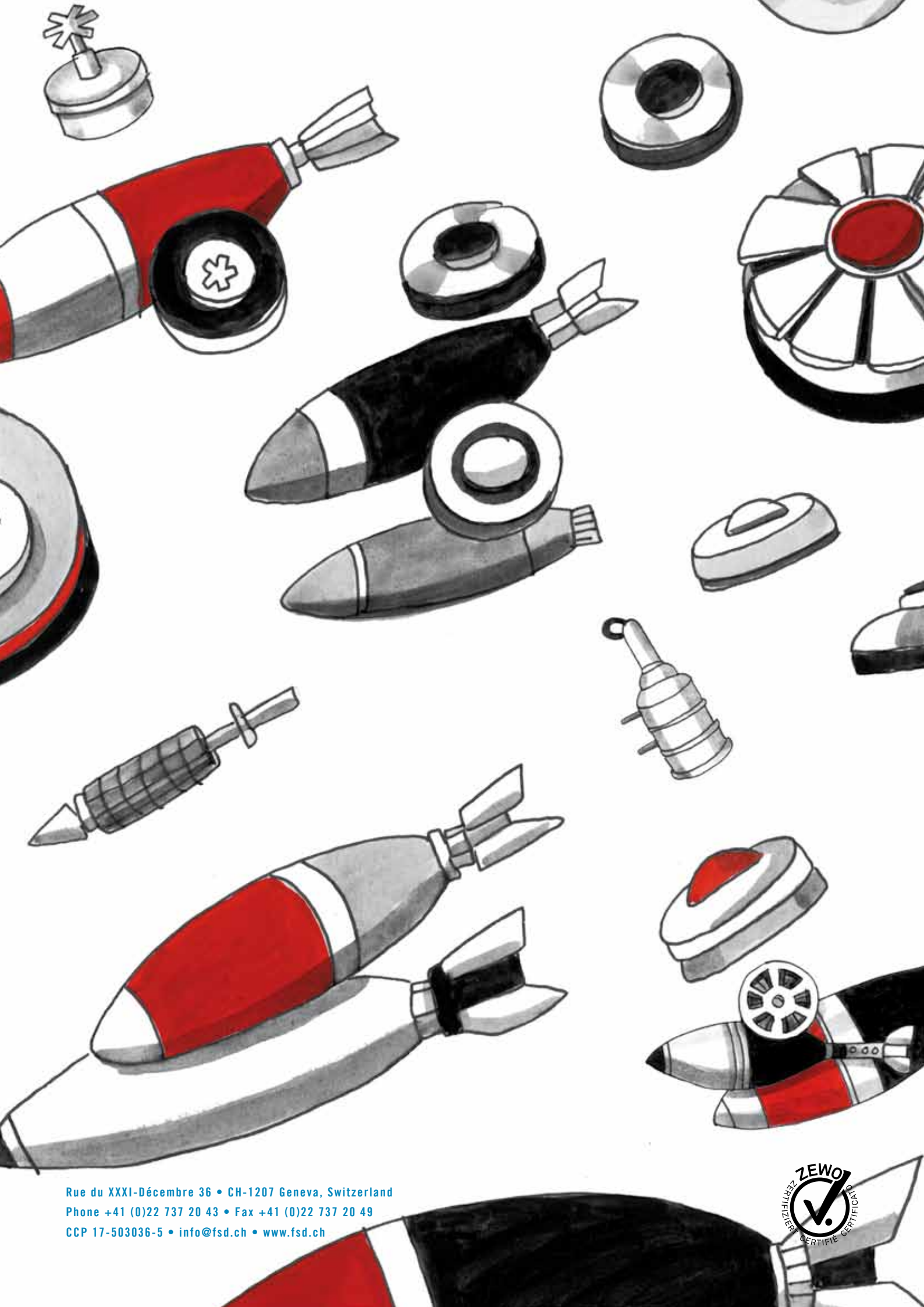


REMERCIEMENTS

La FSD souhaite remercier ses collaborateurs pour l'excellent travail accompli en 2012!

SPECIAL THANKS

The FSD wishes to thank its staff for the excellent work they have accomplished in 2012!



Rue du XXXI-Décembre 36 • CH-1207 Geneva, Switzerland
Phone +41 (0)22 737 20 43 • Fax +41 (0)22 737 20 49
CCP 17-503036-5 • info@fsd.ch • www.fsd.ch

